



BESLAN

TRAGEDIE DU PREMIER SEPTEMBRE 2004

Extraits choisis des publications de

**LA GAZETTE DU CENTRE DE LANGUE
ET CULTURE RUSSE**

Une information indépendante sur la réalité russe

Centre de Langue et Culture Russe

B.P. 73

75261 Paris Cedex 06

Téléphone/Fax : +33 (0) 01 45 44 05 99

Paris - 2005

SOMMAIRE

- **La tragédie de Beslan** : Allocution du président de la Fédération de Russie,

Vladimir Poutine

- **Doubrovka et Beslan** : La Russie punie de son indifférence.

Par Natalia Narotchnitskaïa
8 septembre 2004

- **Bassaïev a avoué de nombreux massacres.**

Par Mihaïl Volodine www.utro.ru
17 septembre 2004

- **La source des actes de terrorisme se trouve à l'étranger.**

Leonid Ivachov - *Propos recueillis par Andreï Fadeev* IA « Rosbalt »

- **Chronique des tragédies.**

« Goudok »
septembre 2004

- **La Tchetchenie et le Caucase**

Table ronde « *Literaturnaia gazeta* »
11-17 août 2004

- **Les montagnards du Caucase ont joué un rôle important dans le renforcement de l'Etat russe.**

Par Islam Baouidinov « *Novye Ivestia* »
13 août 2004

- **La situation en Ossétie du Sud: un scénario de type Kosovo pour le Caucase.**

Par Denga Khalidov « *Rodnaïa Gazeta* »
6 Août 2004

- Histoire et législation unissent Abkhasie et Russie.

Propos d'Anri Djerguenia, politicien abkhase renommé, ancien premier-ministrecueillis par Guennadi Belotserkovskii. *Parlamentskaja Gazeta* - 11 août 2004

- Saakashvili conduit le peuple géorgien à la catastrophe.

« Izvestia »
2 septembre 2004

- Question nationale: Que dit-on sur la Russie dans les manuels scolaires des pays de la CEI ?

Géorgii Zotov « *Argumenty i fakty* »
25 août 2004

- La Russie après le carnage de Beslan

Par Alexandre Adler « *Le Figaro* »
08 septembre 2004

- L'Occident peut aider efficacement la Russie.

Par Hélène Carrère d'Encausse
« *Le Figaro* » - 11 septembre 2004 (1)
Aidez-nous à divorcer (Gallimard).

- La Confusion de l'Occident.

Par Jacques Sapir « *Le Figaro* »
08 septembre 2004

- Comprendre la Russie.

Par Maurice DRUON de l'Académie française
« *Le Figaro* » - 22 septembre 2004

- Après le carnage de la prise d'otages de Beslan, salauds de Russes !

Par Elisabeth Lévy - "*Marianne*"
10 au 24 septembre 2004

- Traitement de 2 drames par la Presse française.

Par Kultchanov Rudolf, *corresp. au journal "Troud"*
11.12.2004, Berlin

- Compte-rendu du voyage du Président «France-Russie-CEI»

Par Monsieur A.Belleville

- Interview exclusive du président de la Commission parlementaire sur Beslan, Alexandre Torchine – vice porte parole du Soviet de la Fédération.

Propos recueillis par Marc Deutsch, « *Moskovskii Komsomolets* », le 21.12.2004

- *Dernières nouvelles*

LA TRAGEDIE DE BESLAN

Allocution du président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine

Il est difficile de parler. Et douloureux.

Une terrible tragédie s'est déroulée sur notre sol. Tous ces derniers jours, chacun de nous a souffert au plus profond de lui-même et ressenti dans son cœur tout ce qui se passait dans la ville russe de Beslan. Où nous avons été confrontés non pas à de simples tueurs, mais à des gens qui ont fait usage de leurs armes contre des enfants sans défense.

Et maintenant, je voudrais exprimer en premier lieu mon soutien et dire que je partage la douleur de ceux qui ont perdu ce qu'ils avaient de plus cher, leurs enfants, leurs parents et des proches.

Je vous demande une pensée pour tous ceux qui ont péri de la main des terroristes ces derniers jours.

L'histoire de la Russie a connu bien des pages tragiques et de rudes épreuves. Nous vivons aujourd'hui dans des conditions résultant de la dislocation d'un immense et grand Etat. D'un Etat qui s'est malheureusement révélé non viable dans le cadre d'un monde connaissant des mutations rapides.

Mais en dépit de toutes les difficultés, nous avons réussi à préserver le noyau de ce géant qu'était l'Union Soviétique. Et nous avons appelé ce nouveau pays la Fédération de Russie.

Nous attendions tous des changements. Des changements en mieux.

Mais il est apparu que nous n'étions absolument pas préparés à nombre des changements intervenus dans notre vie. Pourquoi ?

Nous vivons dans le cadre d'une économie de transition qui ne correspond pas à l'état et au niveau de développement de la société et du système politique.

Nous vivons dans un cadre où se sont exacerbés les conflits internes et les contradictions interethniques qui étaient précédemment sévèrement étouffées par l'idéologie dominante.

Nous avons cessé d'accorder l'attention due aux questions de défense et de sécurité, nous avons permis à la corruption d'atteindre les secteurs de la justice et des forces de l'ordre.

En outre, notre pays qui possédait autrefois le système le plus puissant de protection de ses frontières extérieures s'est retrouvé en un instant privé de ses défenses, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est.

Pour créer de nouvelles frontières, modernes et réellement protégées, il faudra de nombreuses années et des milliards de roubles.

Mais là encore, nous aurions pu être plus efficaces si nous avions agi à temps et de manière professionnelle.

D'une manière générale, il faut le reconnaître, nous n'avons pas compris la complexité et la dangerosité des processus qui se déroulaient dans notre propre pays et dans l'ensemble du monde.

Nous n'avons pas réussi, en tout cas, à réagir de façon adéquate. Nous avons fait preuve de faiblesse.

Et les faibles sont battus.

Les uns veulent nous arracher un morceau "bien gras", d'autres leur prêtent main forte. Ils les aident en pensant que la Russie, en tant que l'une des grandes puissances nucléaires du monde, présente encore une menace pour quelqu'un. Et qu'il convient donc d'éliminer cette menace.

Et le terrorisme ne constitue, bien entendu, qu'un instrument pour parvenir à ces fins.

Comme je l'ai déjà souvent déclaré, nous avons été maintes fois confrontés à des crises, des rébellions et des actes de terrorisme. Mais ce qui vient de se passer maintenant est le crime inhumain de terroristes, un crime d'une cruauté sans précédent. Ce n'est pas un défi lancé au président, au parlement ou au gouvernement.

C'est un défi lancé à toute la Russie. A tout notre peuple.

C'est une attaque contre notre pays.

Les terroristes pensent qu'ils sont plus forts que nous. Qu'ils peuvent nous effrayer avec leur cruauté, qu'ils peuvent paralyser notre volonté et démoraliser notre société.

Et il nous avait semblé avoir le choix : résister ou accepter leurs revendications. Nous rendre, leur permettre de détruire et de faire voler la Russie en éclats, dans l'espoir qu'ils finissent par nous laisser tranquilles.

En tant que président, que chef de l'Etat russe, en tant qu'homme qui a fait le serment de défendre le pays, son intégrité territoriale, et tout simplement en tant que citoyen de la Russie, je suis certain que nous n'avons en fait pas le choix. Car il suffirait que nous nous permettions de céder au chantage et à la panique pour plonger des millions d'hommes dans une chaîne interminable de conflits sanglants, à l'instar du Karabakh, de la Transnistrie et d'autres tragédies que nous connaissons tous. On n'a pas le droit de nier l'évidence.

Nous n'avons pas affaire simplement à des actes ponctuels d'intimidation, à des raids terroristes isolés. Nous avons affaire à une intervention directe du terrorisme international contre la Russie.

A une guerre totale, cruelle et de grande ampleur, qui emporte encore et toujours les vies de nos concitoyens.

Toute l'expérience mondiale montre que de telles guerres ne prennent, hélas, pas fin rapidement. Dans ces conditions, nous ne pouvons tout simplement pas, nous ne devons pas vivre dans l'insouciance antérieure.

Nous avons l'obligation de créer un système de sécurité bien plus efficace, d'exiger de nos forces de l'ordre des actions adaptées au niveau et à l'ampleur des nouvelles menaces.

Mais l'essentiel, c'est de mobiliser la nation face au danger commun. Les événements qui se déroulent dans d'autres pays montrent ceci : là où la riposte est la plus efficace, c'est là où les terroristes se heurtent non seulement à la puissance de l'Etat mais aussi à une société civile organisée, unie.

Mes chers compatriotes,

Ceux qui ont envoyé des bandits commettre ce crime horrible avaient pour objectif de dresser nos peuples les uns contre les autres, de semer l'effroi parmi les citoyens de la Russie, de déclencher une tuerie sanglante dans le Caucase du Nord.

Je voudrais, à ce propos, dire ce qui suit :

Premièrement. Nous allons très prochainement prendre un ensemble de mesures destinées à renforcer l'unité du pays.

Deuxièmement. J'estime indispensable de créer un nouveau système de coordination des forces et des moyens qui assurent le contrôle de la situation dans le Caucase du Nord.

Troisièmement. Il faut créer un système efficace de gestion des crises qui comporte des approches fondamentalement nouvelles de l'activité des forces de l'ordre.

Je tiens à souligner tout particulièrement que toutes ces mesures seront mises en oeuvre en totale conformité avec la Constitution du pays.

Chers amis,

Nous traversons ensemble des heures très difficiles, des heures douloureuses. Et je voudrais remercier maintenant tous ceux qui ont fait preuve de retenue et de responsabilité civique.

Nous avons été - et nous le serons toujours - plus forts qu'eux, grâce à notre morale, à notre courage, à notre solidarité humaine. Je l'ai encore constaté cette nuit.

À Beslan, littéralement immergée dans le chagrin et la douleur, les gens se sont encore davantage préoccupés de leur prochain, se sont soutenus les uns les autres. Et n'ont pas craint de risquer leur vie au nom de la vie et de la quiétude d'autrui.

Ils sont restés des humains, même dans les conditions les plus inhumaines.

Il est impossible d'accepter la douleur des pertes. Mais les épreuves nous ont rapprochés encore davantage, nous ont contraints à réévaluer bien des choses.

Nous devons aujourd'hui être ensemble. C'est ainsi seulement que nous vaincrons l'ennemi.

Moscou, le Kremlin - 4 septembre 2004
(Traduit par RIA NOVOSTI)

DOUBROVKA ET BESLAN.

La Russie punie de son indifférence.

Par son ampleur et son caractère sacrilège, la tragédie inouïe de Beslan a transformé la Russie Elle a mûri. Il est bien triste de constater que seul le sang des enfants martyrs d'Ossétie a ouvert les yeux de ceux qui, par lâcheté, refusaient de voir l'essence monstrueuse de l'ennemi, la logique des terroristes ainsi que la stratégie géopolitique héréditaire visant à évincer la Russie du Caucase et des rives de la Mer Noire et ne voulaient pas comprendre non plus le cynisme et la duplicité des « défenseurs des droits de l'homme ».

A Moscou déjà, l'occupation du théâtre de la Doubrovka a été une sérieuse épreuve pour la conscience nationale et citoyenne de la Russie qui, ayant perdu l'habitude de toute manifestation d'une intervention autoritaire de l'Etat, a dû prévoir la mort inévitable des otages au moment de leur libération et comprendre ainsi que ce qui fait le succès des terroristes, c'est une société où les individus ne veulent pas s'impliquer dans les problèmes de leur patrie.

Deux ans plus tard, les terroristes ont commis en Ossétie un crime sacrilège encore plus grave. Voici les leçons que nous devons tirer de Beslan : Sans la renaissance du sentiment de l'unité de tous les peuples de la Russie, il n'y a pas d'avenir. Car une nation capable d'un acte créateur dans l'histoire du monde, ce n'est pas la simple addition d'individus unis par un même passeport, c'est un organisme vivant, uni par des buts communs, des valeurs communes, ayant eu des expériences historiques communes.

La deuxième leçon, c'est qu'il faut nous libérer des illusions de nos relations avec ce qu'on appelle la « communauté civilisée ». Sous les yeux de ce mentor faux et monstrueux, des hommes, abandonnant toute éthique humaine, ont de sang froid martyrisé et tué des centaines d'enfants. Et la communauté civilisée a continué et continue encore à les appeler des insurgés. Les seuls terroristes, ce sont ceux qui attaquent les Américains.

Après Doubrovka, les accusations malveillantes contre les troupes fédérales de la part des « défenseurs des droits de l'homme » russes, si elles avaient encore une certaine influence, sont en peu à peu en train de la perdre. C'est sans doute pour cela que la presse étrangère pouvait encore se draper dans la toge d'une certaine objectivité, car toute son hostilité intérieure envers l'Etat russe historique et son orientation politique était fort bien exprimés par ses élèves obéissants en Russie, formés par fondations humanitaires internationales de manipulation des consciences.

Ces « Russes », - « citoyens du monde », se sont libérés des sentiments « archaïques » et « non-civilisés » de solidarité avec leur Patrie et leur armée qui verse son sang pour l'intégrité de leur patrie. Mais aujourd'hui les rangs de ces derniers se sont éclaircis et ils ont perdu leur autorité, noyés dans la colère de toute la nation, si bien que les Media de l'étranger ont été contraints de retirer leur masque de convenance et nous avons vu le véritable visage de l'Europe civilisée et ses relations avec la Russie.

Les paroles amères de N Danilevski dans son livre célèbre « La Russie et l'Europe » sont vraiment immortelles . Par des exemples frappants, montrant l'attitude ambiguë de ce « berceau de la démocratie », il démontre que pour affaiblir et opprimer la Russie, l'Europe était prête à s'allier avec n'importe qui. « Ne pas admettre que se répande l'influence d'un monde étranger, slave et orthodoxe, c'est l'affaire commune de tout pays qui se sent européen.

Pour cela on peut s'allier même avec un *terroriste* (dans le livre il s'agit d'un janissaire ottoman), et lui confier l'étendard de la civilisation.

La différence évidente dans l'appréciation de la tragédie entre les citoyens de la base et la puissante machine de propagande des Media occidentales , démontre une telle dimension de la mainmise idéologique et politique que cela dépasse largement celle de l' « agitprop » totalitaire. La manipulation de la conscience sociale par les Media à l'époque de l'électronique est l'un des leviers les plus puissants de la politique. Il est temps de le reconnaître et de lui opposer la souveraineté de l'esprit inébranlable d'une nation unie.

La grande politique, et particulièrement la géopolitique, se trouve en présence des prétentions des Media occidentales cachées sous le masque du souci des droits de l'homme.

Après les élections en Tchétchénie, il était indispensable de faire exploser le Caucase en un autre endroit, en attisant les tensions entre l'Ossétie et l'Ingouchie, pour montrer ce qui attend la Russie et l'Ossétie du Sud si elles ne cessent pas de s'opposer aux provocations de Tbilissi, sanctionnées par les nouveaux maîtres de la « question L'Orient ».

Un regard sur l'ensemble des événements survenus dans la région du Caucase et de la Mer Noire montre bien que les guerres caucasiennes, au XIXe siècle comme aujourd'hui, sont un moyen géopolitique pour évincer la Russie d'une région clé : l'accès à la Mer Noire, ainsi que l'accès à la Mer Baltique, ont pendant trois cents ans transformé les rapports de force en Europe.

La Tchétchénie, le caractère systématique des actes de terrorisme au Daghestan, à Moscou et en Ossétie , l'évident encouragement de la politique provocatrice de Tbilissi, la lutte pour le gazoduc à travers la Caspienne et la Mer Noire, tous ces événements sont étroitement liés. Ils font partie d'un même scénario géopolitique visant au bout du compte à démembrer et détruire la Russie de l'intérieur et à la repousser vers l'Eurasie du nord-est, loin d'une région de communications dont la clé est la Mer Noire.

L'attention toute particulière des maîtres du monde pour la Russie méridionale ne peut plus s'expliquer par le seul souci du respect des droits de l'homme et de la démocratie universelle.

L'ingérence persistante de la « société civilisée » dans les affaires intérieures de la Russie au Caucase prouve bien qu'il s'agit d'une stratégie visant à évincer la Russie des limites des régions où son influence s'exerçait depuis trois siècles. C'est dans ce but aussi que sont encouragées les provocations hasardeuses de la Géorgie contre les régions autonomes pro-russes de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhasie, dont les droits constitutionnels ont été abolis après leur sortie de l'URSS. Plus significatifs encore, la création de systèmes et de mécanismes de coopération militaire sur la Mer Noire sans la Russie ;

En réalité, nous sommes devant la manifestation de constantes géopolitiques très anciennes. Tout cela est en relation avec la « Question d'Orient. » et la guerre malheureuse de Crimée (1854 -1855).

La Question d'Orient a encore joué un rôle tout au long du XXe siècle, sur les champs de bataille des deux guerres mondiales, pendant les années de la guerre civile et tout de suite après la chute de l'URSS, au cours des batailles diplomatiques à Versailles et pendant les sessions du Conseil des ministres des affaires étrangères en 1945-47, dans les années 90 en Bosnie et au Kosovo, à Dayton et au Sommet d'Istanbul.

Natalia Narotchnitskaïa
8 septembre 2004

Bassaïev a avoué de nombreux massacres.

Chamil Bassaïev est tout de même le responsable des dernières tragédies en Russie. C'est lui qui a organisé la double catastrophe aérienne, les actes terroristes sur la station de métro « Rijskaïa » et la rue Kachirskaïa et qui s'est emparé de l'école de Beslan. C'est ce qui ressort de sa lettre aujourd'hui publiée sur le site des combattants tchéchènes « Kavkaztsentr ».

Selon ses dires, tout cela a été fait pour arrêter la guerre en Tchétchénie et obtenir le départ de l'armée russe. En échange de la capitulation des militaires russes, le chef des séparatistes tchéchènes était prêt à faire quelques concessions : « ne conclure aucune union politique, militaire ou économique avec personne contre la Russie, ne pas installer de bases militaires étrangères sur son sol, même à titre provisoire », « ne pas soutenir ou financer de groupes ou organisations menant une lutte armée contre la Russie », « rentrer dans la CEI et rester dans la zone-rouble unifiée ».

Le retrait des troupes russes devait s'effectuer tant que les enfants étaient encore dans l'école.

Et cela eu promettant de donner de l'eau aux enfants seulement à partir du moment où Poutine aurait donné l'ordre d'un arrêt progressif de la guerre et du retrait des troupes..

Ils n'acceptaient de nourrir les otages qu'après le retrait effectif de l'armée. Ils planifiaient de relâcher leurs prisonniers d'heure en heure. Au moment où les soldats auraient quitté les zones montagneuses, ils auraient relâché les enfants de moins de dix ans, et tous les autres après retrait complet des troupes .

Le Wall Street Journal a publié hier un long article sur Chamil Bassaïev. Le journal écrit que la métamorphose de l'ancien membre des Komsomols indifférent à la religion, en militant d'un islam intransigeant, n'est pas un hasard. C'est justement en se tournant vers Allah que **Bassaïev et les autres terroristes islamistes ont pu recevoir des pays arabes une importante aide militaire ainsi que des mercenaires.** L'islam radical a remplacé le communisme sur la scène mondiale en devenant la principale force déstabilisante.

Mihaïl Volodine

www.utro.ru 17 septembre 2004

La source des actes de terrorisme se trouve à l'étranger.

Le général Leonid Ivachov, vice-président de l'Académie de géopolitique, est persuadé que l'origine de la terreur qui se déchaîne contre la Russie se trouve chez ceux qui depuis longtemps s'efforcent d'affaiblir les positions de la Russie dans la région de la Caspienne et du Caucase.

-Leonid Grigorievitch, quel était, selon vous, le but de l'attentat de Beslan ?

-Cette attaque était destinée à déstabiliser la situation au Caucase du Nord et à faire se dresser des peuples-frères l'un contre l'autre. Mais ce n'est pas dans la tête des bandits incultes et cruels qui se sont emparés de l'école que cette idée a pu germer.

Bassaiev non plus ne pouvait pas faire cela, car c'était dangereux pour son organisation. En entreprenant personnellement une telle action, il savait que ses gens ou d'autres bandits tchéchènes (Zakaev, Oudougov et autres) risquaient d'être immédiatement arrêtés là où ils se trouvaient - sur le territoire de nos « alliés de la coalition anti-terroriste » - et que tous les canaux d'approvisionnement de ses troupes seraient alors interrompus. Son organisation subirait donc des pertes considérables.

Donc il y avait quelqu'un au-dessus de Bassaiev. C'étaient des centres étrangers, nos « alliés de la coalition anti-terroriste », c'est-à-dire ceux qui plus d'une fois ont révélé, officiellement ou officieusement, leurs buts géopolitiques et stratégiques. Dans le camp de nos « alliés », tant en Europe qu'outre Atlantique, il existe des directives visant à affaiblir la Russie et ses positions au Caucase du Nord, à déblayer le terrain en vue de contrôler les ressources de la Caspienne et de toute la région du Caucase et de la Caspienne.

- Le Président a déclaré dans son discours que la Russie n'avait plus de défenses sur ses frontières orientales et occidentales. Veut-il dire par là qu'il existe une menace venant des pays occidentaux ?

- Nous entendons bien ces allusions, mais on ne sait pas avec précision qui s'occupe de quoi.

Bien plus, la convocation extraordinaire du Conseil de Sécurité de l'ONU n'a eu aucune utilité pour la libération des otages. La Russie n'a reçu aucun appui. Et cette réunion rendait un grand service à Bush, car elle se passait à New York au moment même où s'y déroulait le congrès du parti républicain dont le thème principal était la lutte contre le terrorisme. A cette occasion, le représentant de Washington a déclaré que les Etats-Unis ne reconnaissent pas la légalité des élections en Tchétchénie et que, pour eux, le président légitime était Maskhadov.

- Que pensez-vous de la conduite des forces spéciales russes au moment de la prise d'otages ?

- Elles ont fait preuve d'une absolue désorganisation en laissant les terroristes reconnaître les lieux, déposer des armes sur le territoire de l'école et y pénétrer ensuite sans rencontrer d'opposition. Cela prouve que Bassaiev a infiltré de nombreux agents dans les organes responsables du maintien de l'ordre dans le Caucase du Nord.

Le commandement des opérations de sauvetage des otages a prouvé sa totale incompétence.

Un sous-officier des forces spéciales soviétiques aurait organisé cela beaucoup mieux.

D'abord, il aurait fait évacuer les alentours, car la présence de civils peut gêner considérablement l'action des militaires. Ensuite, on pouvait au moins établir un périmètre de contrôle autour de l'école pour empêcher les terroristes de fuir. Cela n'a pas été fait.

Je voudrais faire remarquer aussi que, si les gens de Bassaiev connaissaient le nombre d'élèves et de parents, le programme de la journée et le plan de l'école, le commandement des forces de l'ordre ne savait rien de tout cela et ne connaissait pas non plus la nature exacte de l'adversaire. Et, bien sûr, depuis 10 ans, nous ne sommes toujours pas capables de pénétrer dans les structures de Bassaiev...

- Que pensez-vous du rôle des médias au moment de la prise d'otages ?

Nous avons retrouvé le même scénario que pour Doubrovka, seulement sans interview des bandits. Je suis persuadé que, parmi les gens qui se pressaient autour de l'école, il y avait des hommes de Bassaev. Mais **la télévision les a beaucoup aidés en filmant en temps réel les manœuvres des forces spéciales** à l'intérieur et la situation autour de l'école.

Tout cela parvenait immédiatement au QG de Bassaev. CNN s'est particulièrement distinguée dans cette affaire...

- D'après vous, quels changements peuvent se produire dans les activités des services spéciaux après la récente intervention de Vladimir Poutine ?

- Je veux espérer que cessera la « liquidation » des professionnels qui sévit depuis 15 ans sous le prétexte de réformer, dans l'armée comme dans les services spéciaux. Ensuite, je pense que quelqu'un va enfin évaluer l'importance du renforcement des services spéciaux, avec le versement de moyens financiers qui permettront l'attribution de moyens techniques et de collaborateurs. Sans aucun doute, il faut débarrasser systématiquement les services spéciaux d'une partie de leurs cadres, des traîtres et des corrompus.

Nos services spéciaux ne doivent pas consacrer tout leur temps à la traque des preneurs d'otages. C'est surtout l'affaire de la police. **Le FSB et nos autres services d'opérations spéciales doivent être capables de pénétrer dans les états-majors des terroristes et de les neutraliser.** Et notre contre-espionnage doit enfin se préoccuper sérieusement de l'action délétère de divers organismes étrangers qui n'ont pas cessé une minute leur travail de sape contre la Russie et de pénétration des structures du pouvoir.

Nous avons perdu notre école, l'école de la lutte contre le terrorisme, l'école du travail de renseignement et de contre-espionnage. Il faut la reconstruire.

Leonid Ivachov
Propos recueillis par Andreï Fadeev
IA « Rosbalt »

Chronique des tragédies

11 actes terroristes importants se sont produits à Moscou ces quatre dernières années.

8 août 2000 : une bombe explose au centre de Moscou, dans le passage souterrain sous la place Pouchkine.

7 septembre 2000 : le mécanisme d'une enveloppe piégée se déclenche sur la place Soukharevskaja près de l'Institut Sklifosovsky.

5 février 2001 : une explosion se produit dans le couloir souterrain de la station de métro « Biélorusskaïa –Koltsévaïa ».

19 octobre 2002 : une voiture « Tavria » explose sur le parking du restaurant « Mac Donald's » de la rue Pokrychkina.

23 octobre 2002 : le groupe terroriste Movsar Baraïev, comprenant 18 femmes-kamikazes, prend en otages plus de 900 spectateurs au Centre théâtral sur la Doubrovka.

5 juillet 2003 : deux terroriste kamikazes se font sauter à l'aide de ceintures d'explosifs à Touchino.

Dans la nuit du 9 au 10 juillet 2003 : on a arrêté une femme près du restaurant « Le Gingembre » de la 1ère rue Tverskaïa- Iamskaïa et on a découvert dans son sac un mécanisme explosif.

9 décembre 2003 : une femme-kamikaze s'est fait exploser près du restaurant « National » de la rue Mokhovaïa.

6 février 2004 : une explosion a eu lieu sur la ligne de métro Zamoskvoretskaïa, sur le quai entre les stations « Avtozavodskaïa » et « Paveletskaïa »

24 août 2004 : le mécanisme d'une valise piégée s'est déclenché à l'arrêt de bus devant la maison numéro 30 de la rue Kachirskaïa. Le même jour deux avions Tu-134 ont explosé; 90 personnes ont péri.

31 août 2004 : une explosion a eu lieu près de la station de métro « Rijskaïa » à côté du centre commercial « Krestovsky ».

« Goudok » - septembre 2004

LA TCHETCHENIE ET LE CAUCASE

La Tchétchénie entre deux époques

Alexandre Tsipko, rédacteur de la *Gazette Littéraire* :

- Le problème tchétchène est un problème intérieur à tous points de vue. Pour moi, il n'y a pas de problème tchétchène, il n'existe pas de « séparatisme tchétchène », comme on aime à le répéter en Occident.

En réalité, nous avons affaire ici avant tout à une plaie purulente héritée de la dislocation de l'URSS, aux conséquences de l'attitude désinvolte, antinationale de nos « démocrates » face à l'idée de souveraineté nationale et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. N'oubliez pas que **les dirigeants de Tchétchénie-Ingouchie ont soutenu le ГКЧП**. Ce sont nos « démocrates », c'est la direction du Congrès des députés du peuple de la RSFSR (nom de la Russie à l'époque de l'URSS) qui ont créé Doudaev et ses partisans. Nous continuons de payer du sang des Tchétchènes et du sang des soldats russes pour "la fête des combattants contre l'empire soviétique" et « l'impérialisme russe ». Ces « combattants contre l'empire soviétique » **mentent quand ils prétendent que le démantèlement de l'URSS s'est déroulé pacifiquement.**

C'est pourquoi on ne peut considérer la tragédie tchétchène indépendamment de l'histoire de l'éclatement de l'URSS et tout ramener à une confrontation entre « fédéraux » et « combattants ». Cette table ronde a justement pour objectif de contribuer à rétablir la vérité au sujet du drame tchétchène.

En second lieu, il convient d'observer que la guerre en Tchétchénie témoigne du manque total de préparation de la nouvelle élite à gouverner la Russie comme un Etat multinational. Ceux qui sont arrivés au pouvoir après 1991 n'avaient aucune politique des nationalités, aucune réflexion sur la nécessité d'une nouvelle intégration des peuples de Russie dans un Etat uni.
Zaindi Tcholtaev, *politologue, Fond de soutien à la démocratie et au progrès social* :

- La situation en Tchétchénie constitue en quelque sorte un test pour la politique étrangère de la Russie. J'ai une bonne opinion du patriotisme en général, et du patriotisme russe en particulier. Entre parenthèses, de nombreux peuples, les peuples du Caucase mais pas seulement eux ont le sentiment que **le patriotisme russe, que la culture russe et la nation russe sont en un certain sens les vecteurs de la culture de tous les peuples de Russie**, car tous ont participé à ce qui est devenu l'histoire, la culture, la gloire militaire russes.

On était fier en Tchétchénie de la participation des Tchétchènes à la formation de la nation russe, on n'oubliait pas de rappeler qu'Alexandre Tchetchenski, un célèbre général d'origine tchétchène, fut un héros de 1812 ; le peintre et académicien Piotr Zakharov est aussi un Tchétchène. **On pourrait citer un grand nombre d'exemples montrant la participation de peuples divers à la formation de la nation russe.** C'est, si vous voulez, le désir d'être associé à l'illustre histoire de la Russie.

Table ronde « Literaturnaia gazeta » 11-17 août 2004

ГКЧП : Comité d'Etat des situations extraordinaires, ce que l'on a appelé « le putsch d'août 1991 » et qui a été une ultime et désespérée tentative d'éviter l'éclatement de l'URSS.

Les montagnards du Caucase ont joué un rôle important dans le renforcement de l'Etat russe.

L'étude de l'histoire montre clairement que, dans le passé, des dizaines de peuples de langues, de cultures et de races variées ont participé au processus d'«organisation» d'un grand espace eurasiatique. Ce processus, au contenu économique, politique, ethnique et culturel, a favorisé la formation et la consolidation de l'Etat centralisé russe du XV^{ème} au XVII^{ème} siècle.

Les Russes d'aujourd'hui ignorent tout simplement l'apport des petits peuples, et en premier lieu des montagnards, dans la construction de l'Etat russe. Au cours des XV^{ème} - XVII^{ème} siècles, dans son conflit avec l'empire ottoman et le khan de Crimée vassal d'Istanbul, le royaume de Moscou ne pouvait se passer des guerriers montagnards qui connaissaient les secrets de la tactique militaire des ennemis orientaux. Il a demandé plus d'une fois aux voïevodes russes* d'envoyer ne serait-ce qu'une centaine de guerriers caucasiens, avec promesse de butin.

Dans les années 80-90 du XVI^{ème} siècle, l'allié le plus influent du tsar moscovite au Caucase du Nord fut le prince tchéchéne Chikh-Murza Okoutski qui avait sous ses ordres 500 de ses hommes et 500 cosaques russes. Dans les années 1567-1588, deux forteresses russes ont été construites sur le fleuve Terek avec la collaboration de chefs tchéchénes. En 1589 le tsar Fedor Ioannovitch a reçu dans la lointaine Moscou une ambassade de Chikh-Murza. Pour une série de circonstances dues au hasard ou à leur valeur personnelle, des hommes originaires du Caucase du Nord ont occupé une position élevée dans la hiérarchie gouvernementale de l'Etat moscovite. Des princes tcherkesses recevaient la charge de commandants de l'armée russe en campagne, étaient nommés à la tête de ministères ou dirigeaient d'immenses régions. La véritable montée en puissance de la famille Tcherkasski s'est produite lorsque la « tcherkesse » Maria Temrioukovna a épousé Ivan le Terrible, mais surtout lorsque Mikhaïl Romanov devint tsar en 1613. Les princes Tcherkasski (Dimitri, Boris et autres), qui avaient des liens familiaux étroits avec les Romanov, ont joué un rôle important dans leur accession au trône. Des princes Tcherkasski, cousins germains de Mikhaïl Romanov, ont aussi occupé une place importante à la cour en raison de leurs qualités personnelles. L'un d'eux, Ivan Tcherkasski, après la mort du père de Mikhaïl (le patriarche Philarète), s'est pratiquement trouvé à la tête du gouvernement russe pendant quelques années. Pendant tout le XVII^{ème} siècle, deux branches de la famille Tcherkasski sont restées les plus riches du royaume de Russie et les plus influentes à la cour des Romanov.

Aux XVI^{ème}-XVII^{ème} siècles, se sont formés autour du Caucase trois empires plurinationaux - la Turquie, l'Iran et la Russie - qui ont cherché à annexer cette région. Pour un ensemble de raisons, les peuples du Caucase ont fait un choix historique en faveur de la Russie, qui était le pays le plus proche de l'Europe. Ce choix s'est trouvé réalisé aux XVIII^{ème}-XIX^{ème} siècles.

Islam Baouidinov
« Novye Ivestia » - 13 août 2004

* voïevodes: gouverneurs de provinces

La situation en Ossétie du Sud: un scénario de type Kosovo pour le Caucase.

Le jeune leader de Géorgie a mis en action "l'artillerie lourde" avec l'aide de Londres et Washington. La pression sur Moscou monte et le nombre de postes de contrôle géorgiens sur le territoire de l'Ossétie du Sud a déjà atteint 18. Encore récemment, ils étaient deux fois moins nombreux. Sous la subtile direction des instructeurs américains tout est prêt pour des provocations du type Kosovo.

Dans le village d'Erekvi, le commandant d'un ensemble de forces du maintien de la paix a découvert le groupe clandestin d'un commando géorgien appuyé de véhicules blindés avec des marques d'identification des forces de maintien de la paix. Il est évident que Tskhivali* et les forces de la paix n'étaient pas préparées à ces nouvelles formes de propagande et de technologies paramilitaires. Car ce qui se passe là-bas, c'est une véritable guerre. Seulement elle est « faussée », avec des aspects multiples, sans tranchées et sans front. On ne prépare pas à une telle guerre dans nos académies militaires. A l'état major de Saakachvili se trouvent des élèves de Paul Wolfowitz, principal stratège du Pentagone. Ces garçons possèdent toutes les ficelles de la guerre moderne, élaborées à maintes reprises en Bosnie, au Kosovo et même en Afghanistan et en Irak.

Dans une telle guerre, les provocations cyniques sont considérées les sommets de l'art de la guerre. Celle-ci relève d'un esprit post-moderne, lorsque l'imagination de l'agresseur ne connaît aucune restriction morale et que ne fonctionnent que les principes: « les conflits dirigés », « la fin justifie les moyens », le principal, c'est la victoire virtuelle en associant l'augmentation constante de la pression sur l'ennemi par la guerre informatique. Pas seulement les Ossètes, mais, en premier lieu, les généraux russes ne sont pas capables de faire face à de telles provocations et ne sont pas préparés à ce genre de guerre.

La variante albanaise

Afin de se garantir contre toute erreur, les Ossètes feraient bien de se faire conseiller par les Serbes : voici ce qu'écrivaient en 1998 les observateurs français au Kosovo: « la mission de la KFOR savait que ni l'O.N.U. ni les Etats-Unis ne souhaitaient que notre mission fût un succès, car les massacres contribuaient par tous les moyens à justifier à posteriori les ingérences militaires. Les instructeurs américains expliquaient aux combattants de l'Armée de Libération du Kosovo que, du point de vue d'une stratégie de l'efficacité, il convenait de tuer des policiers serbes afin de provoquer une cruelle répression contre la communauté albanaise de la part des troupes serbes.

De toute évidence, cette expérience « positive » sera appliquée en Ossétie du Sud. En effet, quel besoin Saakachvili avait-il d'un commando clandestin et de véhicules de transport avec marques d'identification des forces de pacification de Géorgie sur le territoire de l'Ossétie du Sud? Evidemment, pour des provocations semblables à celles organisées au Kosovo. D'abord l'assassinat d'un policier ossète. Ensuite, en secret, l'incursion d'un commando géorgien avec un véhicule « déguisé (en forces de paix russes NDT) » comme indiqué ci-dessus. Enfin, des cadavres de paisibles habitants géorgiens sont abandonnés dans les villages ossètes. Avec, pour résultat, le départ d'une partie des habitants géorgiens et les clameurs tous azimuts des massmédia « libres » dans le monde entier concernant la « purification ethnique » organisée par les « barbares » séparatistes ossètes* avec l'aide des « impérialistes » russes.... On peut trouver d'autres variantes.

Résultat, les Etats-Unis prennent solidement pied en Géorgie avec toutes les conséquences qui en découlent, non seulement pour les Ossètes du Sud et les Abkhases, mais aussi, et surtout, pour la Russie.

Et si les Russes partent ?

Il faut examiner les événements en Ossétie du Sud à travers le prisme des orientations stratégiques des Etats-Unis pour évincer la Russie du Caucase et de l'ensemble de la région de la mer Caspienne. "Il n'est pas exclu que le Caucase et l'Asie Centrale deviennent des régions dans lesquelles sera initié le lancement d'opérations militaires de l'O.T.A.N. effectivement « hors zone » (c'est-à-dire en dehors de la communauté euroatlantique – note de l'auteur). Et là se préparent des conflits comportant des problèmes encore bien plus aigus que ceux liés aux opérations en Yougoslavie " (note de l'auteur). C'est une citation extraite de « *NATO after enlargement* », une oeuvre de stratèges américains éditée en 1999.

Nous en avons donc été avertis dès cette époque et à diverses reprises. Il n'est pas exclu que, dans un avenir prévisible, viendra le moment où les Etats-Unis et l'Europe poseront carrément la question de l'internationalisation du conflit en Tchétchénie en faisant entrer des troupes de l'O.N.U. dans le Nord-Caucase, puisque la Russie ne parvient pas à venir à bout des « terroristes » dans les montagnes de la Tchétchénie et ainsi de suite jusqu'au Daguestan.

Tout cela dans le cadre d'une prétendue « coalition antiterroriste ». Des attaques des médias dans ce sens circulent déjà.

Le contrôle de la région de la Caspienne avec ses ressources en gaz et en pétrole (sur la partie russe on les évalue à 2,5 - 3 milliards de tonnes), est depuis longtemps programmé comme la principale récompense stratégique de la poussée de l'Amérique dans cette région avec les frais inévitables en découlant.

La préparation psychologique au départ de la Russie de cette région « chaude » existe déjà depuis longtemps, depuis plus de 10 ans, et récolte des fruits de poids sont forme de développement des sentiments anticaucasiens dans les villes russes.

Ainsi, même si l'Ossétie du Sud n'est pas une priorité vitale, elle représente néanmoins une ligne avancée de frontière pour la défense du pays.

Denga Khalidov
« Rodnaïa Gazeta » - 6 Août 2004

¹Tskhivali: capitale de l'Ossétie du Sud.

²« barbares », car ils veulent se séparer de la Géorgie pour rejoindre la Russie. S'ils avaient voulu se séparer de la Russie, ils auraient été des « combattants pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Histoire et législation unissent Abkhasie et Russie.

Ces derniers jours, l'Abkhasie a focalisé l'attention des media du monde entier. Les vedettes militaires géorgiennes ont, tels des pirates, tiré sur des bateaux turcs qui se dirigeaient vers le port de Soukhoumi, capitale de la république autoproclamée. C'est un miracle qu'il n'y ait pas eu de victimes. Au même moment, le président de la Géorgie, M.Saakashvili, annonçait qu'il avait en effet donné l'ordre de tirer sur les bateaux qui allaient en Abkhasie sans l'autorisation de Tbilissi. Ce n'est sans doute pas une coïncidence que les menaces de Tbilissi se soient déclenchées le 4 août, jour où en Abkhasie se déclaraient les candidats à l'élection présidentielle. Les élections étaient prévues pour le 3 octobre. La situation politique est complexe en Abkhasie, le président en exercice Vladislav Ardzinba quitte son poste. Tbilissi cherche sans doute à profiter de cette situation.

- Anri Mikhailovitch, la percée des vedettes géorgiennes vers Soukhoumi vous a-t-elle surpris ? Est- ce une expédition de reconnaissance avant une vraie guerre ou simplement une tentative d'interrompre la saison des curistes en Abkhasie, privant cette dernière de revenus non négligeables?

- Je pense que votre question porte en elle sa réponse. C'est à la fois une reconnaissance, parce que les Géorgiens n'excluent pas de résoudre la question des rapports entre la Géorgie et l'Abkhasie par la force, et aussi, bien sûr, un désir de nuire à la renaissance économique de l'Abkhasie. Ce n'est, hélas, pas la première provocation de ce genre. L'annonce par Saakashvili de son intention de couler des navires de touristes sort du domaine du rationnel.

- Le gouvernement actuel d'Abkhasie ne veut pas même imaginer l'entrée de l'Abkhasie dans la Géorgie, sous quelque forme que ce soit, même sur la base d'une très large autonomie. Ayant beaucoup parcouru l'Abkhasie, je n'ai entendu que : « Nous ne faisons pas partie de la Géorgie et n'en avons jamais fait partie. ». Pourtant, les Abkhases et les Géorgiens ont longtemps coexisté au sein d'un même Etat et cela ne s'est pas mal passé. D'où provient leur actuelle incompatibilité ?

-Il faut bien connaître notre histoire pour comprendre la situation. Et l'histoire de l'Abkhasie est riche, il faut plusieurs tomes pour la raconter. Je n'évoquerai que les moments essentiels.

En 1810, l'Abkhasie est entrée dans l'Empire russe en tant qu'entité administrato-territoriale indépendante, la Principauté abkhase. Plus tard, cette entité a relevé directement du gouverneur général du tsar pour le Caucase. En d'autres termes, jusqu'à la chute de l'Empire, jamais l'Abkhasie n'a été gouvernée de Tbilissi ; d'ailleurs la Géorgie en tant que telle n'existait pas. Après la révolution, en mars 1922, l'Abkhasie a proclamé son indépendance. Et peu après, le comité révolutionnaire de la Géorgie, organe suprême à cette époque, adoptait le même statut. Cependant, malheureusement pour nous, il y avait déjà des Géorgiens à la tête de l'URSS, Staline, Ordjonikidze, Enoukidze et d'autres encore. Ils ont exercé une très forte pression sur l'Abkhasie, la contraignant à des pourparlers avec la Géorgie. De 1921 à 1930, l'Abkhasie s'appelait République Socialiste Soviétique d'Abkhasie et est entrée dans la Fédération de Transcaucasie. Ensuite son statut a été rabaissé contre son gré à celui de République autonome au sein de la Géorgie.

-Et qu'y avait-il de mal à cela? Le dicton dit bien : qu'importe le nom, c'est l'usage qui compte.

-Mais c'est justement cela. Le fait est qu'en Géorgie il y a toujours eu des mouvements nationalistes très forts, cherchant à créer une république monoethnique. La principale

méthode utilisée était de créer chez nous une majorité nationale géorgienne, puis d'assimiler la population locale. Bien que voisins, nous appartenons à des groupes ethniques et linguistiques complètement différents. C'est ainsi que de 1937 à 1953, le pouvoir géorgien a pris une série de mesures, qui méritent pleinement le vocable de « génocide nationalo-culturel ». On a empêché les Abkhases d'instruire leurs enfants dans leur langue; à cette fin, **on a fermé toutes les écoles abkhases**, où l'enseignement primaire se faisait en abkhase et le secondaire en russe. On a fermé l'Institut pédagogique abkhase (Ecole Normale – note de traducteur-). Pire encore, dans les villages, on a fermé également toutes les écoles russes, contraignant les enfants à aller à l'école géorgienne . Et puis cela a été de mal en pire.

L'écriture abkhaze, à l'origine basée sur l'alphabet cyrillique, puis sur l'alphabet latin, a été convertie, sous la contrainte, en alphabet géorgien. C'est ainsi qu'à partir de 1938, la majorité des Abkhases ont été privés de la possibilité de lire quoi que ce soit dans leur langue.

En même temps, on a fait venir en Abkhazie plus de 200.000 Géorgiens. La plupart d'entre eux avaient été soumis à une propagande intensive, affirmant que les Abkhases étaient une population d'intrus , qu'ils étaient des hôtes sur leur propre terre.... Les forces étaient par trop inégales. Les Abkhases sont passés de 60 à 17 % de la population totale. A cette époque, il y avait déjà 44% de Géorgiens.

Et ce ne fut pas tout. Dans les années 90, l'idéologie de la sortie inévitable de l'URSS s'est propagée. Les autorités locales voyaient dans « l'oppression impériale » des Géorgiens par les « impérialistes chauvins » (lire: "les Russes" – note du traducteur) la source de tous leurs maux. Et ce, bien que la Géorgie reçût plus de subventions qu'aucune autre république de l'Union. En bref, le cap fut mis vers l'Occident, le plus loin possible de la Russie. Cela n'a pas satisfait la majorité des Abkhases, qui penchaient et penchent encore vers la Russie, la culture russe. Ils craignaient que l'on éloigne l'Abkhazie de la Russie.

- Et comment, en gros, peut -on expliquer ce penchant pour la Russie ?

- Il a beaucoup de causes. Mais pour n'en prendre qu'une : l' Abkhazie est le lieu de repos favori des Russes. Et notre population a toujours été très concernée par les lieux de villégiature. Cela fait des milliers de liens. Mon enfance, ainsi que celle de mes contemporains s'est passée sur la plage. Ainsi sans nous en rendre compte, nous sommes devenus russophones. Même entre nous nous parlons russe, bien que nous sachions aussi notre langue maternelle. Et voila que maintenant on nous force à passer au géorgien. Les premiers conflits ont commencé quand on a ordonné de traduire les textes administratifs en géorgien.

Toute chose imposée suscite une réaction de rejet.

- Vous êtes souvent qualifiés de séparatistes, qui cherchent à faire exploser l'Etat géorgien. En Abkhazie, on affirme que tout a commencé bien plus tôt, encore à l'époque soviétique.

- Je suis prêt à démontrer à n'importe quel juriste qu'il ne s'agit aucunement de séparatisme.

Sur le plan du droit, nous ne sommes en rien liés à la Géorgie. Beaucoup ont déjà oublié que, peu avant l'éclatement de l'URSS, un décret fut pris au plan de l'Union, intitulé : « Comment résoudre les problèmes liés à la sortie d'une république de l'URSS ». Il y était très clairement dit : si une république veut utiliser son droit de sortie, les **républiques autonomes faisant partie de la république sortante auront le droit de déterminer elles-mêmes leur destin**. C'est ainsi que cela s'est passé. La Géorgie, à l'issue d'un référendum qui a eu lieu en mars 1991 et auquel l'Abkhazie n'a pas pris part, a confirmé son intention de quitter l'Union. Et ce jusqu'en décembre 1991, date de l'effondrement de l'Union. Tous les documents confirmant cela sont en notre possession et il y en a aussi à Moscou...

Notre liberté a aussi une autre cause. La Géorgie, pour sortir de l' URSS, a refusé la constitution de l'URSS adoptée en 1978 et a **fondé son indépendance sur la constitution de 1925, en vertu de laquelle nous sommes une république souveraine.**

En 1992, **la Géorgie a essayé de résoudre le problème en ayant recours à la force.**

La guerre a duré plus d'un an et nous avons gagné. Le prix de la victoire a été élevé : presque chaque famille a perdu l'un des siens dans cette guerre, qui, pour notre peuple, est devenue une guerre patriotique de libération. Et voilà que ceux qui alors pillaient et tuaient essayent à nouveau de nous effrayer. Peut-on, après cela, parler sérieusement de la possibilité d'un rapprochement quelconque ? Bien évidemment non. La Géorgie fait objectivement tout pour renforcer à jamais la division actuelle. Ce n'est pas avec des menaces, notamment à l'attention des touristes, que l'on établit la paix.

-L'Abkhasie n'a jamais été reconnue en tant qu'Etat séparé. Elle parvient également à développer des contacts économiques solides avec la Russie. Comment y arrive t-elle ?

-En effet la Russie ne peut encore nous reconnaître ouvertement. Cependant, la législation russe ne fait pas obstacle à nos contacts avec les sujets de la Fédération, tels que les territoires de Stavropol et de Krasnodar, la région de Rostov etc.. Nous avons un régime sans visas. D'ailleurs de quels visas pourrait-il s'agir puisque la majorité des habitants de l' Abkhasie ont des passeports russes ? La citoyenneté- ce sont des passeports russes, des retraites, d'autres avantages et la possibilité de se déplacer à travers le territoire de la Russie.

D'ailleurs cette citoyenneté russe est pour nous un élément de défense important. Si quelqu'un s'aventure à nous attaquer militairement, le Président de la Russie sera obligé – en tant que garant de la constitution- de défendre ses citoyens.

Nous cherchons depuis longtemps à être avec la Russie. Je pense que la forme de relations associatives, née dans les années 80 du siècle dernier, conviendrait à notre cas.

Nous avons proclamé notre indépendance. Pour cela, nous n'avons eu besoin d'aucune autorisation ni confirmation de qui que ce soit. Cependant, pour que nous puissions nous affirmer dans la communauté mondiale, il faut que nous soyons reconnus. C'est un processus des plus complexes. Et si le destin me le permet, je ferai tout pour que l'Abkhasie soit un pays non seulement florissant, mais aussi un pays bien défendu, par des lois, par une armée, par des traités internationaux.

**Propos d'Anri Djerguenia,
politicien abkhase renommé, ancien premier-ministre
recueillis par Guennadi Belotserkovskii.
Parlamentskaja Gazeta , 11 août 2004**

Saakashvili conduit le peuple géorgien à la catastrophe.

Le général Léonid Grigoriévitch Ivachov, vice-président de l'Académie des problèmes géopolitiques, a donné le 2 septembre une conférence de presse au centre d'information des « Izvestia » au sujet des « conséquences possibles d'une détérioration des relations russo-géorgiennes ». Nous publions les fragments les plus significatifs de cette intervention

Dans l'histoire des relations entre les Russes et les Géorgiens il n'y a aucun point sombre.

C'est la Géorgie elle-même qui, en 1783 a demandé à la Russie, par la bouche de son roi Heraclès II, d'exercer son protectorat sur elle, et le traité de Gueorguievsk répondait au désir de la Géorgie d'intégrer l'Empire russe. En signant ce traité, l'empereur¹ russe garantissait l'autonomie de l'Etat géorgien et la sécurité de son peuple. Les Géorgiens n'ont pas de raisons historiques d'entrer en conflit avec les Russes. Et de leur côté, les Russes n'ont aucun grief envers les Géorgiens. La question se pose alors : pourquoi donc, dans ces conditions historiques favorables, alors que nous nous sommes enrichis mutuellement de nos cultures, de nos traditions, que nous avons développé ensemble notre sécurité, pourquoi se sont produits des événements qui ont amené nos deux peuples au bord de la guerre, comme Monsieur Saakashvili ne se lasse pas de le répéter.

C'est avant tout :

- 1) la chute de l'Union Soviétique ;
- 2) la tentative de Tbilissi d'écraser par la force militaire la conscience nationale des Ossètes, des Abkhazes et des Adjares ;
- 3) l'incapacité de la direction postsoviétique de la Géorgie à surmonter la situation de crise provoquée par la chute de l'URSS et à construire un nouvel Etat indépendant, à résoudre les problèmes sociaux, politiques et économiques, et, par voie de conséquence, la perte de l'indépendance, de la souveraineté des dirigeants politiques géorgiens qui se sont mis au service d'Etats étrangers, d'intérêts étrangers ;
- 4) l'incapacité des dirigeants russes à mettre en place une stratégie de coopération sur l'ensemble de la CEI, et en particulier au Caucase, et d'établir des relations normales avec la Géorgie ;
- 5) l'ingérence déstabilisatrice de pays étrangers et surtout de leurs services spéciaux dans les affaires de la région du Caucase et de la mer Caspienne et dans les relations entre Moscou et Tbilissi. La situation générale dans la région est affectée également par les crises du Proche et du Moyen-Orient, par la lutte pour le pétrole de la Caspienne et les tracés des oléoducs, la guerre en Tchétchénie, la misère et le chômage en Géorgie et dans les régions russes du Nord-Caucase, et enfin les tentatives des USA, de la Turquie, de la Grande-Bretagne et d'autres pays d'établir un contrôle, y compris militaire, sur leurs zones d'intérêt et d'écartier leurs concurrents russes et iraniens. **Les plus actifs dans le Caucase et en particulier en Géorgie sont les Etats-Unis qui ont déclaré officiellement la région Caucase-Caspienne comme zone de leurs intérêts vitaux et se sont engagés à les défendre par tous les moyens existants.** Pour ce qui est des relations entre les USA et la Géorgie, il faut savoir que cette dernière n'est qu'un élément dans le plan général des USA pour prendre le contrôle sur l'ensemble de l'espace de la CEI. Les dirigeants géorgiens d'aujourd'hui sont une avant-garde dont le rôle est de provoquer l'instabilité dans le Caucase et notamment aux frontières de la Russie. C'est un commando de guerre. Il semble que Washington vise à faire de Saakashvili et de la nouvelle direction géorgienne un bataillon de choc pour la mise en oeuvre de ses intérêts dans la région Caucase-Caspienne. La stratégie est la suivante : la

réactivation d'anciens conflits, la déstabilisation, par des actes de diversion, de la situation dans le Nord-Caucase russe, la détérioration des relations et la confrontation avec la Russie, puis l'appel aux USA et à l'OTAN pour une mission pacificatrice. Nous avons déjà été les témoins de la décision du parlement géorgien de faire venir en fait des pacificateurs de l'OTAN à la place des Russes. Et on ne s'étonnera pas que la première à réagir fût la Turquie.

Le premier ministre turc a immédiatement déclaré qu'Ankara, qui représente le flanc sud de l'OTAN, était prête à s'intégrer au processus d'internationalisation des forces de paix. C'est-à-dire à remplacer les forces de paix russes.

Qu'advient-il de la Géorgie et du Nord-Caucase russe, si la situation s'envenime ? La Géorgie sera tout simplement démantelée, elle cessera d'exister. Pour la Russie c'est très dommageable. Pour nous il est extrêmement important, et cela a été fixé par un décret du président Eltsine en 1995, que se forme aux frontières de la Russie une ceinture d'Etats amis, d'Etats prospères, sans réfugiés, sans soubresauts économiques, et sur les territoires desquels ne se développe pas de menace à notre égard. C'était la politique de la Russie et elle le reste encore aujourd'hui.

« Izvestia » - 2 septembre 2004

QUESTION NATIONALE

Que dit-on sur la Russie dans les manuels scolaires des pays de la CEI ?

Le 1er septembre, des millions de jeunes citoyens des Etats indépendants de l'ex-Union Soviétique se réveilleront pour aller à l'école. Il faut donner une bonne éducation aux enfants dès l'âge le plus tendre, et les professeurs des écoles de la CEI s'y emploient activement.

En Ouzbékistan, un manuel destiné aux classes de Seconde utilise 292 fois à l'encontre de la Russie de charmants épithètes : « les envahisseurs russes », « les colonisateurs russes » et les « espions russes ». Le terme « les médecins russes » qui ont sauvé la population de Boukhara et de Kokand lors d'une épidémie de peste en 1910 n'est pas cité une seule fois, et d'ailleurs, pourquoi en parlerait-on ? Il vaut mieux savourer les perles : « la Russie, ce brigand d'envergure mondiale » et « l'histoire a doté elle-même le peuple russe d'un esprit colonialiste ». Dans un manuel de Terminale, l'affranchissement de la tutelle russe s'appelle « le passage du totalitarisme à la démocratie ». Pour les non initiés, la démocratie, c'est ce qu'il y a aujourd'hui en Ouzbékistan.

En Géorgie, dans un manuel de Première, il est écrit noir sur blanc : « le 17 novembre 1800, le tsar George XII a « supplié à genoux » l'Empereur de Russie qu'il accepte l'ensemble des Géorgiens comme « sujets pour l'éternité ». C'est ainsi que s'est achevée la longue et dramatique conquête de la Géorgie par la Russie ». Le manuel ne s'abaisse pas à expliquer pourquoi le tsar dramatiquement conquis supplie à genoux (!) l'occupant russe de prendre son pays dans son giron. Cependant, les causes actuelles de la situation déplorable de l'économie géorgienne lui apparaissent très clairement : « A l'époque de la domination étrangère, tout le génie créateur de la nation était dépensé essentiellement pour la conquête de l'indépendance. C'est pourquoi il ne restait pour ainsi dire pas de temps pour l'édification culturelle et économique de la Géorgie ». Reste à savoir pourquoi la Géorgie, désormais indépendante, demande à « une puissance étrangère » de lui fournir de l'énergie à bas prix, et pourquoi l'économie ne décolle toujours pas.

En Estonie, on apprend que « cent Estoniens étaient rattachés à l'armée du prince de Kiev Oleg et jouèrent un rôle de premier plan dans l'attaque de Constantinople en 907 » : 20.000 guerriers de la droujine d'Oleg n'ont fait que soutenir faiblement ce puissant bataillon. Plus loin (c'est un manuel de 6ème) il est dit que « les princes russes essayaient toujours de conquérir les terres des Estoniens, et, quand ils les aidaient contre les Allemands, c'était seulement pour satisfaire leurs propres intérêts ». D'ailleurs la Russie est coupable de tout.

On raconte même une histoire sur le général Souvorov : alors qu'il roulait en carrosse, il demanda à deux paysans dans une charrette de dégager la route, mais ceux-ci ne se soumièrent pas et lui « frottèrent les côtes ». De ma vie je n'ai jamais entendu parler de cet incident, mais s'il a vraiment eu lieu, l'exploit de ces deux paysans ayant molesté un vieillard fait honneur à la nation estonienne. Aucun reproche à l'encontre de la Suède (qui posséda longtemps l'Estonie), et même la Grande famine de la fin du XVIIème est présentée avec des circonstances atténuantes : « La Suède ne pouvait aider l'Estonie, souffrant elle-même de la faim, ce qui est tout à fait compréhensible ». On comprend aussi que le quart de la population a péri, mais faut-il en faire grief aux Suédois ? Après tout, ce ne sont pas des Russes.

Un manuel d'histoire de **Lettonie**, après avoir critiqué les communistes en général, fait l'éloge des tirailleurs lettons, qui étaient « des soldats vaillants et disciplinés, un des piliers de l'Armée Rouge qu'ils menaient de victoire en victoire ». Le livre justifie les exécutions massives perpétrées par les tirailleurs lettons à la Tchèque : « en combattant les Blancs, ils luttèrent contre la Russie une et indivisible et pour l'indépendance de la Lettonie », non mais!

On notera également (sous la plume des historiens Freibergs et Tourens) « la responsabilité de l'Union Soviétique dans le déclenchement de la guerre avec l'Allemagne » (l'Allemagne bien sûr n'y est pour rien !). Et la Russie d'aujourd'hui « accuse sans raison la Lettonie de ne pas respecter les droits des russophones » et « mène des campagnes de propagande hostile à la Lettonie dans le but de saper son prestige au niveau mondial ». La privation de citoyenneté de la majorité de la population russophone et l'obligation d'utiliser le letton dans les écoles russes ne sont pas considérées par le docte ouvrage comme une atteinte aux droits de l'homme. En revanche, quand la Russie a envoyé des manuels d'histoire pour les écoles russes, ils ont été renvoyés à l'expéditeur : les fonctionnaires ont décrété que « les manuels russes étaient antinationaux ». Bien sûr, on y accuse l'Allemagne d'avoir déclenché la guerre.

Les manuels d'histoire d'**Ukraine** nous apprennent une nouvelle renversante : la Russie kiévienne n'a pas été fondée par des Russes, mais par des Ukrainiens ³. Et en 1654, la rada de Péréyaslav en fait n'a pas eu lieu : « ayant partagé entre elles l'Ukraine, la Pologne et Moscou n'avaient aucunement l'intention de défendre les intérêts de ses habitants ». La constitution du partisan de Mazeppa Philippe Orlik est appelée « la première du monde » (les Anglais peuvent aller se rhabiller) et elle « prévoit les principes à long terme du développement des Etats démocratiques ». Un chapitre spécial est consacré à la famine des années 1932-1933 (organisé à dessein par Moscou, comme nous dit le manuel, pour « écraser la volonté d'indépendance des Ukrainiens »). Aucun mot sur la famine terrible qui s'est abattue également sur la Volga et le Caucase. On admet avec des pincettes que les partisans de Stépan Bandera combattaient du côté d'Hitler : « L'Allemagne avait promis aux Ukrainiens l'indépendance, mais elle n'a pas tenu sa promesse ».

L'exécution par les Allemands de 100.000 juifs à Babii Yar après la prise de Kiev n'a pas refroidi leurs espoirs d'indépendance, mais un an plus tard, « Bandera a compris qu'on l'avait trompé ». Ses partisans créèrent « l'Armée insurrectionnelle ukrainienne » qui, en 1943, (tenez-vous bien) « libéra des Allemands la majorité des villes ukrainiennes » : dommage que les auteurs n'aient pas daigné nommer ne serait-ce qu'une ville libérée, ç'aurait été un scoop.

Ce que l'on raconte sur la Crimée est à tomber à la renverse : voilà que la Russie est encore fautive de l'avoir cédée à l'Ukraine ! « Le rattachement de la presqu'île de Crimée à l'Ukraine fut une tentative de la Russie pour lui faire endosser la responsabilité morale de la déportation des Tatars et l'obliger(!) à prendre sur elle la responsabilité de rétablir la vie économique et culturelle de la région ».

En **Azerbaïdjan** et au **Kazakhstan**, la Russie kiévienne est qualifiée de « pays-pillard », mais il n'y aura pas de protestations de la part de l'Ukraine, car il est dit plus loin : « la réunification de l'Ukraine et de la Russie allait à l'encontre des intérêts du peuple ukrainien » : c'est sûr que depuis Bakou on y voit plus clair. « L'Azerbaïdjan n'est considéré par la Russie que comme une source de matières premières », ce qui ne serait encore rien, mais que « tous les gouverneurs russes de Bakou menaient une politique pro-arménienne », voilà qui suscite l'effroi et le respect devant la puissance de l'Arménie qui dictait tout simplement ses conditions à la Russie. Nos frères du Kazakhstan inculquent les mêmes principes à leurs enfants. L'historien kazakh Tatimov déclare que « la Russie provoquait des incursions depuis la Chine sur le territoire kazakh pour ensuite « voler au secours » des Kazakhs » (il aurait peut-être fallu attendre tranquillement que les Chinois les égorgent ?), et un autre historien (Alimjanov) affirme que « les Russes ne se sont jamais occupés de la mise en valeur de leurs forêts et de leurs steppes, mais s'efforçaient de s'approprier celles des voisins ».

Géorgii Zotov
« Argumenty i fakty » - 25 août 2004

1) La Géorgie venait d'être encore une fois mise feu et à sang par l'Iran (NDT)

2) Georges XII ne s'est pas rendu personnellement à Saint Petersburg, mais a envoyé une ambassade dont les membres se sont effectivement agenouillés devant Paul Ier (NDT)

3) Le nom « Ukraine » et « Ukrainien » est d'origine polonaise et date du XVIème siècle (NDT)

4) 1654: Bogdan Khmelnitzki insurgé contre la domination polonaise, ayant réuni un Conseil (Rada) à Pereialav a demandé à Moscou d'accepter l'Ukraine orientale en son sein. Les Etats Généraux de Russie ont hésité avant de le faire, craignant la puissante Pologne.

A la suite de cette Gazette nous envoyons à nos abonnés cinq articles publiés en septembre dans la presse française en protestation contre l'orientation farouchement antirusse de la presse occidentale après la tragédie de Beslan.

Alexandre Adler : La Russie après le carnage de Beslan

Commençons peut-être par le commencement. Le phénomène le plus surprenant et le plus odieux de la prise d'otages suivie du massacre des enfants en Ossétie, ce n'est pas l'étendue de la sauvagerie manifestée par les islamistes tchéchènes, et maintenant sans doute aussi Ingouches encadrés par des instructeurs arabes ; ce n'est pas non plus l'impéritie absolue des prétendues forces spéciales russes incapables d'accomplir le moindre sauvetage, dont les chefs n'ont cessé depuis le début de cette guerre de se montrer corrompus et violents, corrompus avec les forts, violents avec les faibles ; ces deux lamentables réalités, nous les connaissons parfaitement depuis la prise d'otages du théâtre de la Doubrovka à l'automne 2002, ou bien encore avec les récents attentats de Moscou contre un concert de rock où ne se trouvaient que d'innocents jeunes, ou contre les passagers du métro.

Non, la véritable surprise, et elle est de taille, c'est la révélation de la bassesse, de l'insensibilité et de la trahison des peuples de l'Europe de l'Ouest. Le fait que, au moment où le peuple de Russie dans sa totalité est frappé par un crime d'une cruauté et d'une exemplarité sans doute supérieures à l'attentat du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, les croassements officiels ou officieux ont donné le sentiment irrespirable que les Européens mettaient en accusation, sous prétexte de Poutine ou de qui que ce soit d'autre, le peuple russe dans son terrible deuil. Quand ce pauvre et grand peuple faisait encore un peu peur avec ses fusées et ses armées sous la guerre froide, quand les Tchétchènes et leurs proches cousins se tenaient par ailleurs parfaitement tranquilles, on n'osait pas parler au pouvoir soviétique sur ce ton impérieux et cruel.

On se faisait alors tout petit devant une Union soviétique menaçante, comme on se fait aujourd'hui tout petit devant des islamistes cannibales.

C'est la noblesse de quelques-uns de tendre à la Russie la main de la solidarité à présent qu'une fois de plus nous constatons amèrement qu'elle est à terre. Cette noblesse d'âme est peut-être aussi une charité bien ordonnée. Il ne manquait pas de fins observateurs pendant l'été 1941 qui avaient déjà tiré un trait sur l'Union soviétique de Staline et de Joukov. Pas Churchill et pas Roosevelt. Et Churchill eut ce mot définitif : «Si monsieur Hitler avait l'intention d'envahir l'enfer, je manifesterais ma sympathie à Satan devant la Chambre des communes».

Poutine n'est certainement pas Satan, il n'est même pas Staline dont son grand-père fut l'un des cuisiniers, avec tout de même les épaulettes bleues de la sécurité d'Etat ; il est tout simplement un peu incompetent, un peu inconséquent, un peu prétentieux et il utilise à présent le contrôle direct qu'il exerce sur le système judiciaire russe à mauvais escient : il fait acquitter les islamistes russes de Guantanamo rendus par les Américains pour apaiser, à l'européenne, al-Qaïda et tous ceux qui la soutiennent sans trop se faire voir au Moyen-Orient et, dans le même temps, il fait spolier la société pétrolière Youkos, coupable essentiellement d'avoir été le vecteur d'une stratégie d'alliance énergétique avec les Etats-Unis.

Tout cela mérite bien sûr quelques critiques, et surtout quelques fermes conseils pour infléchir à présent la stratégie fondamentale de la Russie vers davantage de fermeté antiterroriste, davantage de solidarité avec l'Occident, l'Inde et Israël, et, enfin, sans doute

davantage de flexibilité face aux revendications de souveraineté des musulmans du Caucase Nord.

Mais, dans un monde où les valeurs fondamentales de la Seconde Guerre mondiale n'auraient pas été bafouées, personne n'aurait pu se permettre l'arrogance insensée du ministre des Affaires étrangères néerlandais, un certain Bot, qui pensait parler au nom de notre pauvre demi-continent. De même qu'on aurait dû faire taire ces voix polonaises ou baltes qui étaient d'autant plus déplacées qu'elles étaient celles de dociles serviteurs du pouvoir soviétique de naguère aujourd'hui reconvertis dans l'économie de marché et la russophobie de caniveau.

Heureusement, il y avait encore Jacques Chirac, Gerhard Schröder et Tony Blair pour trouver les mots simples et nécessaires de solidarité avec le peuple russe blessé et de réprobation pour un terrorisme dont la cruauté n'a d'équivalent que celle des nazis.

Parfaitement, des nazis, puisque le premier crime impardonnable des forces allemandes entrées sur le territoire soviétique en juin 1941 fut précisément de massacrer le petit millier d'enfants des centres de vacances de la municipalité de Moscou qui tombèrent entre leurs mains en Biélorussie (du Dr Ohlendorf des Einsatzgruppen de la SS à Chamil Bassaïev de la section tchéchène d'al-Qaida, la séquence est bonne). Cette petite polémique étant close, il reste à établir pour nos lecteurs une analyse très simple de la situation dans le Caucase.

Premièrement, la Russie jouit d'une pleine légitimité juridique lorsqu'elle s'oppose au sécessionnisme tchéchène. Il s'agit de la même légitimité qui s'attache à l'action du gouvernement de Madrid face au séparatisme basque, à celle du gouvernement de Londres face à l'IRA en Irlande du Nord. C'est-à-dire que la légitimité des mesures de répression ne laisse pas quitte l'Etat russe sur le plan du respect des libertés publiques et de l'Etat de droit encore très imparfait qu'il s'efforce de construire. La Russie n'a aucune intention génocidaire dans le Caucase. Au contraire, elle s'efforce, avec une maladresse qui rappelle la nôtre en Algérie, à reconstruire un semblant de légitimité ethnique en poussant sur le devant de la scène diverses personnalités tchéchènes pour la plupart issues du mouvement indépendantiste.

Elle était même parvenue avec Kadyrov à trouver l'oiseau rare qui semblait en mesure de rallier la majorité du peuple à une solution de compromis. Précaire, cette tentative s'est effondrée avec son assassinat et celui de la plus grande partie de sa famille par les hommes d'al-Qaida. Brutale, injuste, illégale et maladroite, la répression russe n'a pourtant d'autre ambition que de ramener le calme dans une province qui est partie intégrante du territoire russe depuis 1860. Imaginer qu'un pouvoir russe quelconque puisse renoncer à l'intégrité territoriale de son Etat sans autre forme de procès, c'est demander à Moscou d'appliquer la philosophie du prince Mychkine de Dostoïevski, sans aucune contrepartie : la non-résistance au mal. Et, puisque nous y sommes, pourquoi ne pas céder les Kouriles au Japon à présent que le premier ministre Koizumi vient y effectuer avec la plus parfaite grossièreté des reconnaissances navales, pourquoi défendre les droits des minorités russes dans les Pays baltes ou de la majorité russe au Kazakhstan ? Pourquoi ne pas abandonner la moitié de la Sibérie à une Chine qui ne demande qu'à la coloniser ? Pourquoi le peuple qui a vaincu l'hitlérisme ne se suiciderait-il pas une bonne fois pour toutes pour plaire enfin à tous les Vichystes doucereux qui ne lui envoient plus la LVF de Doriot, mais une assistance humanitaire et melliflue qui cache si mal la haine véritable ?

Deuxième thèse : dans le même temps, les peuples musulmans du Caucase Nord éprouvent à des degrés divers le désir de se séparer de la Russie qui n'est pas leur patrie. Ce désir s'exprime de manière très différente pour l'instant chez les proches cousins des Tchétchènes que sont les Ingouches à l'Ouest et les peuples divers du Daghestan à l'Est. Beaucoup se contenteraient d'une indépendance de facto et d'une autonomie de gestion économique, certains sans doute aimeraient renouer avec le Moyen-Orient où leur diaspora est influente de la Jordanie à l'Iran ; d'autres enfin plus islamisés rêvent d'en découdre. Mais en effet,

pourquoi, en fonction d'une géographie administrative dont personne ne tenait grand compte avant 1989, l'Azerbaïdjan a-t-il pu devenir une sorte de RDA de la Turquie ou encore la Turkménie, le royaume achevé du roi Ubu, alors que le Caucase Nord serait voué à l'union éternelle avec Moscou ?

Vérité au-delà de la cime du Caucase, erreur en deçà, aurait pu écrire un moderne Montaigne russe. Bref, l'indépendance à terme de peuples qui ne se sentent pas russes et dont certains, comme les Lesghiens, ont été arbitrairement partagés entre un Azerbaïdjan pleinement indépendant et un Daghestan très imparfaitement autonome est difficilement contournable.

Allons plus loin : l'avenir de la Russie se joue en Biélorussie à Kiev, au Kazakhstan, en Extrême-Orient sans doute – il ne se joue pas à long terme dans le maintien artificiel de nationalités barbares du Caucase qui ne sont en réalité pas dignes, comme le prouve quotidiennement leur comportement, de faire partie de la civilisation russe.

Cette phrase aussi politiquement incorrecte que possible ne signifie pas qu'il faille renier les Caucasiens qui souhaitent demeurer russes, tout au contraire. Tous ceux-là, à terme, devraient pouvoir être réinstallés au nord du Terek qui pourrait devenir la frontière de la Russie et du nouvel Etat. Mais les populations du Caucase Nord sont aujourd'hui placées devant un choix simple : avec Moscou ou contre Moscou. Les Ossètes ont choisi la première solution, les Tchétchènes la seconde, les autres s'interrogent. La solution politique est, de toute façon, là.

Troisième thèse : avant toute solution politique, il faut une solution militaire. Même vis-à-vis de la communauté internationale, Moscou n'a tout simplement pas le droit d'abandonner la partie sous la menace et de laisser une Tchétchénie, en réalité un Caucase Nord, nouvellement indépendant, devenir une sorte d'île de la Tortue du Moyen-Orient, un paradis de gangsters et de tueurs d'al-Qaida qui expulserait ses métastases à l'échelle de toute la région. Comme la Russie n'est guère menacée d'une invasion par l'Estonie, la Pologne ou l'Ukraine, voire même la Chine, rien ne s'oppose à ce que, aux bandes de reîtres corrompues et mal payées d'aujourd'hui, Moscou substitue à présent une armée de conscription relativement disciplinée et très nombreuse pour installer la paix militaire dans le respect minimum du droit des populations civiles, un objectif qui n'a rien d'impossible et qu'Américains et Européens devraient avoir à cœur d'accompagner.

Enfin, pour conclure, on observera que la Russie n'a nul besoin de s'abandonner aux sottes flatteries d'une autocratie de pacotille. L'heure des tsars ne sonnera plus. Celle des tchékistes brutaux qui piétinent en réalité le testament de Youri Andropov touche maintenant à sa fin.

Vladimir Poutine a été initialement élu par une majorité de Russes pour rétablir l'Etat certes, mais aussi pour maintenir les acquis de la période Eltsine en matière de libertés, aussi politique qu'économique. Il est grand temps de cesser les jeux de claquettes dans des décors à la Potemkine et d'appliquer intégralement ce programme qui suppose l'alliance stratégique avec l'Occident et le basculement vers l'Ouest du centre de gravité vital d'une Russie nécessairement alliée et réconciliée avec l'Ukraine et la Géorgie aujourd'hui, avec les peuples slaves frères d'Europe de l'Est demain. Là, réside sans doute le plus grand courage que l'on attend de Vladimir Poutine.

Alexandre Adler
« Le Figaro » - 08 septembre 2004

L'Occident peut aider efficacement la Russie.

Entretien. Propos recueillis par Marie-Laure Germon

LE FIGARO. – Le massacre des otages de Beslan signe-t-il, selon vous, l'échec de Vladimir Poutine dans son entreprise de transition démocratique ?

Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE. – Un tel jugement, qui est développé çà et là au fil des médias occidentaux, me consterne d'autant plus qu'il révèle – outre une vision lacunaire de l'histoire de la Russie – un manque de compassion choquant à l'égard d'une région frappée en son lieu le plus sacré, celui de l'enfance. La réaction de certains commentateurs, penseurs ou hommes politiques, qui se sont empressés de condamner Poutine plutôt que les preneurs d'otages, m'incite à penser que cette tragédie a aussi finalement fourni un prétexte pour que s'exprime librement une «russophobie» latente, alors même que les circonstances commandaient avant tout chose un geste de compassion et de solidarité. Ce ressentiment à l'égard de la direction russe – et au-delà d'une population russe qui souffre aujourd'hui dans sa chair – se nourrit d'ailleurs de clichés absurdes au nombre desquels on compte l'«âme russe» présumée, qui expliquerait la passivité sociale et l'acceptation de mauvais dirigeants.

Il n'existe pas, en réalité, d'autre spécificité russe que celle de son espace immense et de son histoire tragique qui pèsent sur la Russie. Pour autant, tout marqués qu'ils soient par l'histoire si particulière qui fut la leur, par une longue série de violences et de tragédies, les Russes sont constitués d'une pâte humaine semblable à celle de tous les autres peuples, et portent au plus haut les valeurs de l'enfance. Il faut bien connaître les mœurs de la Russie pour comprendre l'ampleur de la tragédie de Beslan. La rentrée scolaire se célèbre en Russie de manière beaucoup plus festive qu'ailleurs ; ce jour est l'occasion d'une grande fête à laquelle participent les générations. Frères, sœurs, grands-parents, parents, accompagnent les écoliers vêtus de neuf, arrivant chargés de fleurs et de cadeaux pour les maîtresses. Les preneurs d'otages savaient donc pertinemment qu'ils s'attaquaient là, non seulement à la population de l'école, mais à un nombre bien plus grand d'enfants et d'adultes joyeux.

Bien des commentateurs, y compris russes, ont pourtant décrié le cynisme de Poutine dans la gestion de la crise...

Mais de quel cynisme s'agit-il ? Il faut savoir qu'en Russie, même si les mœurs sont plus brutales, moins élaborées que les nôtres, les enfants eux sont sacrés ; ils y représentent le socle de tous les espoirs. Pour eux, les adultes sont prêts à tous les sacrifices. Attenter à la vie d'un enfant correspond au mal absolu. Prétendre que Poutine a fait preuve de cynisme dans la gestion, certes maladroite, de la prise d'otages de Beslan, est absurde. Il y a une différence entre ne pas savoir comment réagir dans une situation aussi dangereuse et réagir cyniquement, ou mépriser la vie d'autrui. Marqués dans leur chair par des décennies de répression sanglante, les Russes ont payé très cher leur respect de la vie humaine. Je voudrais dire ici que les réactions du président Jacques Chirac, tout comme celle du chancelier Schröder ou du premier ministre Ariel Sharon, ont été, dans leur compassion, tout à fait exemplaires.

Au soir du sanglant dénouement de la prise d'otages, Jacques Chirac a proposé son aide à Vladimir Poutine. Devrait-il, selon vous, l'accepter ?

Il me semble que oui. L'Etat russe est dans sa forme actuelle – ne l'oublions pas – un Etat très jeune, et dépourvu d'expérience étatique, surtout s'agissant de gestion de crise et, plus largement, de sécurité civile. Les Russes ne savent, par exemple, pas comment contrôler une manifestation ou régler une situation de crise aiguë autrement que par la répression, ce qui

souvent finit dans le sang. Et pour cause, le communisme ne leur avait appris qu'à se taire ou à tuer ! Seulement, depuis son accession au pouvoir, Poutine a eu tant à faire pour continuer la transition démocratique et faire progresser l'économie que beaucoup reste à faire. Pour autant, peut-on prétendre qu'il est resté inactif, même si la situation est encore loin d'être idéale ? La tragédie de Beslan, qui s'ajoute à une série d'attentats, ne doit pas faire oublier la lente construction d'une société civile formée de citoyens conscients de leur retard dans ce domaine et passionnément désireux de combler le fossé qui les sépare du modèle occidental.

Et ce, malgré l'important clivage séparant les riches, parvenus selon des méthodes souvent peu respectables à entrer dans l'économie de marché, à une masse de Russes pauvres, impuissants à se conformer à ces nouvelles exigences. Je suis convaincue que l'Occident peut contribuer efficacement à aider la Russie à donner corps à son ambition démocratique.

La Russie est-elle donc toujours frappée d'inachèvement ? Est-elle donc fatalement, comme l'écrit Pouchkine, vouée à rester toujours «assise entre deux chaises ?»

La société connaît un certain progrès matériel mais nombreux sont les Russes, paysans de la Russie profonde ou personnes âgées et mères de famille solitaires, qui n'en bénéficient que très peu, ou pas, et parfois regrettent Staline. Ces Russes défavorisés qui ne doivent plus patienter des heures dans les queues, mais qui ne peuvent s'offrir la plupart des produits russes ou d'exportation aujourd'hui librement proposés, nourrissent ainsi un sentiment de frustration plus qu'une réelle nostalgie politique de la période la plus sanglante de l'histoire de la Russie. La voie de la démocratie est un chemin long ; c'est le pays tout entier qui doit intérioriser et adopter progressivement une certaine conception de la modernité. Dans aucun pays cela ne s'est fait rapidement.

La transition postsoviétique peut-elle s'accommoder de la «dictature de la loi» que Poutine a, à plusieurs reprises, appelée de ses vœux ?

Les commentateurs occidentaux ont focalisé excessivement sur ce mot, alors que Poutine ne l'avait employé que pour désigner, avec force, sa volonté de procéder à des ajustements constitutionnels alignant les législations locales sur la loi centrale, et surtout, par des mesures qui limiteraient l'indépendance économique, politique et culturelle des Républiques ; Eltsine avait d'ailleurs donné mission à Vladimir Poutine de s'attacher aux problèmes de l'autorité et à la cohésion de la Russie. Pour autant, assimiler la Russie de Poutine à une dictature est une contre-vérité. Sous Poutine, la Russie a réussi, avec plus ou moins de bonheur, plus ou moins de brutalité, son entrée dans l'économie de marché. La lutte contre la corruption pandémique qui sévit dans les services publics comme au sein de la société civile est dénoncée, combattue.

Si les maux de la Russie sont bien réels, de sérieux progrès n'en ont pas moins été enregistrés.

L'on ne doit jamais oublier le parcours si particulier de la Russie : 75 ans de communisme et 12 ans seulement de transition. Les hommes qui sont au pouvoir actuel ont grandi et été éduqués sous le communisme, sans autre mémoire. Une prochaine génération de dirigeants politiques, marquée par les valeurs occidentales, sera plus préparée à consolider la marche de la Russie vers le monde occidental. Mais nous avons souvent tendance à oublier à quel point il est difficile de mener des hommes sur le chemin de la liberté et de la responsabilité, alors qu'eux-mêmes et ceux qui les ont précédés n'ont connu que la passivité, la peur, la délation et la répression. Ils sont aussi confrontés pour la première fois aux problèmes inhérents à l'économie de marché, comme le chômage. Face au désarroi social, l'Etat russe, qui ne s'est que très récemment substitué au Parti, manque d'autorité, de relais, de structures propres.

Dans quelle mesure l'instauration d'un Etat de droit pourrait-il contribuer à résoudre le conflit russo-tchéchène ?

Ce conflit n'est plus à proprement parler celui de la seule Tchétchénie mais bien du Caucase tout entier envahi par le fondamentalisme, miné par ses rivalités internes et livré à des revendications séparatistes souvent contraires. La situation semble aujourd'hui inextricable.

Deux guerres, d'une violence inouïe, n'ont rien résolu et même aggravé la situation, exaspérant les sentiments de défiance et de haine féroce de part et d'autre de la chaîne caucasienne. Mais aujourd'hui ce qui menace la région plus encore que la guerre, c'est une balkanisation.

La communauté internationale avait demandé à plusieurs reprises au chef de l'Etat russe de trouver une solution politique à la crise russo-tchétchène. Est-ce encore possible ?

Comment croire aujourd'hui à la possibilité d'un compromis politique qui saurait définir rapidement les conditions de la paix dans le brasier caucasien ? L'une des difficultés de la situation actuelle est que la Russie n'arrive pas à trouver un interlocuteur tchétchène reconnu par les siens. On peut certes rêver de processus de négociation entre hommes de bonne volonté, à l'image des courageuses initiatives de paix nouées à plusieurs reprises entre Israéliens et Palestiniens, des accords d'Oslo au récent pacte de Genève.

Pensez-vous le pacte de Genève transposable à la réalité du conflit russo-tchétchène ?

Russes et Tchétchènes devraient trouver des équivalents à l'Israélien Yossi Beilin et au Palestinien Yasser Abed Rabbo. Ouvrir le champ de telles négociations semble aujourd'hui une voie non pour une solution du conflit mais pour témoigner que la bonne volonté peut exister dans les deux camps.

Pensez-vous qu'une séparation entre la Russie et la Tchétchénie, comme le préconise Amos Oz pour Israël et la Palestine (1), puisse éteindre le feu du brasier caucasien ?

La réalité géopolitique du conflit russo-tchétchène n'est pas celle du problème proche-oriental, entre autres pour des raisons chronologiques et géographiques. Le conflit israélo-palestinien, s'il dure hélas depuis un demi-siècle, est tout de même moins ancré dans les mémoires que les haines russo-tchétchènes, qui remontent au XVIIIe siècle, scandées par les guerres, les déportations et exils de l'Empire, le rêve d'indépendance et enfin le quasi-génocide stalinien. Mais de surcroît la Tchétchénie est divisée en clans souvent rivaux et marquée par l'opposition de deux sociétés – celle de la plaine et celle de la montagne – et les adhésions à des confréries soufies opposées.

Comme vous le pensiez voilà quelques années, l'indépendance de la Tchétchénie constituerait-elle une issue possible au problème ?

Je pensais en effet, avant la deuxième guerre, qu'en accordant l'indépendance à la Tchétchénie, la Russie aurait pacifié la région. Le contexte géopolitique, la radicalisation de l'islam au Caucase, en Asie centrale et partout ailleurs m'incitent aujourd'hui à douter des effets d'un transfert de souveraineté. Le terrorisme a enflammé la région tout entière ; il utilise et amplifie les antagonismes anciens : par exemple ceux qui opposent les Tchétchènes et Ingouches aux Ossètes. Que les Tchétchènes se soient attaqués cette fois-ci à l'Ossétie du Nord en témoigne. La Tchétchénie libérée de la tutelle de Moscou, comment imaginer que les rêves séparatistes et les rivalités régionales seraient en recul ? Le Daguestan, l'Ingouchie mais aussi le pays Tcherkess ou Balkar sont prêts à entrer en mouvement. La Russie n'est pas disposée à accepter d'être démantelée dans toute sa partie méridionale car les unités territoriales (nommées sujets de la Fédération) et les ethnies y sont assez inextricablement mêlées. Lénine et Staline l'avaient voulu ainsi pour préserver Moscou des aspirations

nationales des peuples qu'ils contrôlaient. La Russie, l'ensemble du Caucase et les Tchétchènes paient aujourd'hui le prix de cette stratégie très difficile à annuler.

Hélène Carrère d'Encausse
« *Le Figaro* » - 11 septembre 2004 (1) Aidez-nous à divorcer (Gallimard).

La Confusion de l'Occident.

La tragédie de la prise d'otages à Beslan semble avoir donné le signal à un nouvel accès d'hystérie antirusse. Les amalgames ont fleuri dans certains médias français. Ils ajoutent la honte à la douleur. Pourtant l'immensité de cette tragédie, mais aussi ses circonstances auraient dû inciter les commentateurs à plus de réserve et surtout d'intelligence.

Après la prise d'otages dans le théâtre de Moscou de 2002, la prise en otage des enfants, parents et professeurs de l'école de Beslan montre qu'une fraction des groupes armés se réclamant de la cause tchéchène a franchi un pas de plus dans l'horreur. Les conditions de détention des otages, l'exécution délibérée de certains d'entre eux et l'interdiction de s'hydrater faite à de jeunes enfants, et cela sous une chaleur suffocante, prouvent que les preneurs d'otages avaient atteint un rare degré dans la déshumanisation.

La tragédie qui a accompagné l'intervention des forces de sécurité russes le vendredi matin est certainement un des jours les plus sombres de la Russie post-soviétique. Rien n'indique, et ce contrairement aux allégations de certains, que l'intervention ait été préméditée. Toutes les informations actuellement disponibles vont dans le sens d'une décision prise dans l'urgence et le chaos, par des officiers persuadés que les preneurs d'otages commençaient à mettre en oeuvre leur projet criminel de faire exploser le gymnase. On doit d'ailleurs à la vérité de dire que, compte tenu des conditions de détention, une intervention aurait été inévitable, sauf à admettre la mort par déshydratation des enfants les plus jeunes.

Le chaos dans lequel l'opération s'est déroulée témoigne non pas de l'existence d'un État policier en Russie, mais des faiblesses générales de l'État russe. Pour qui connaît la situation du pays, après le désastre des politiques libérales menées de 1992 à 1998, il n'y a rien de surprenant, hélas. Il est facile de regretter que les victimes n'aient pu trouver le soutien matériel et moral auquel elles avaient droit. Il serait plus intéressant de se demander quels étaient les moyens à la disposition des autorités locales, de la République d'Ossétie du Nord et de la Fédération de Russie.

La décomposition des forces de sécurité et des administrations que l'on a connue pendant des années n'a pu être réparée. Il faut du temps et de l'argent pour cela. Le renforcement des mécanismes budgétaires doit permettre un bon financement des administrations et des forces de sécurité, condition première de la lutte contre la corruption et d'une professionnalisation croissante.

Les réactions des autorités gouvernementales et de Vladimir Poutine après ce drame contiennent des éléments importants. Il semble que l'on prenne conscience que la reconstruction d'un État efficace ne passe pas seulement par des réformes administratives, aussi nécessaires soient-elles.

La stabilité du Caucase du Nord est, d'abord et avant tout, une question de développement économique et social. Vladimir Poutine a très justement rappelé ces derniers jours qu'il existait des forces cherchant à provoquer une guerre interethnique dans cette région, et il a appelé à la plus grande vigilance.

Mais la bombe interethnique ne pourra pas être désamorcée tant que cette région restera à la marge du développement économique que la Russie connaît depuis ces dernières années. La sécurité de la Russie impose qu'on ne laisse pas se développer une coupure entre les régions alimentées par la rente des matières premières, qu'il s'agisse des lieux d'extraction ou des grandes métropoles qui bénéficient indirectement des revenus de cette rente, et les régions qui en sont exclues. La contrepartie du renforcement des moyens des organes de sécurité et

une politique de développement régional visant à assurer une véritable égalité sociale et économique à tous les citoyens de la Russie.

La question du contrôle sur la rente des matières premières est l'une des clés d'une telle politique. Il faut des moyens financiers importants, et cela implique une fiscalité mieux contrôlable sur cette rente. Il ne s'agit pas de transférer des ressources d'une région à l'autre, ou plus précisément il ne s'agit pas que de cela. Il faut que ce transfert de ressources ait pour effet de permettre le déploiement des potentialités de développement qui existent dans ces régions aujourd'hui laissées à l'écart. Et ce potentiel est loin d'être négligeable comme des études faites, tant en Russie qu'en France, ces dernières années l'ont montré. Il ne pourra cependant donner ses fruits qu'appuyé par une véritable stratégie économique, coordonnant les divers instruments nécessaires.

Cela indique alors la présence d'un troisième problème... La structure fédérale actuelle de la Russie fonctionne mal. Il n'y a rien de surprenant à cela quand on se souvient des conditions qui ont entouré la rédaction de l'actuelle Constitution en 1993. Même si cette question soulève bien des réticences à l'échelle des élites régionales, il est clair que l'on ne pourra pas développer des programmes de développement régional au niveau de la république, de l'oblast ou du kraï. La mise en place de niveaux pertinents d'intervention économique et sociale est aujourd'hui une urgence absolue.

La Russie vit aujourd'hui une tragédie. Ne laissons pas certains en faire une exploitation honteuse dans nos médias. Les morts de Beslan et de Moscou méritent que l'on s'attaque aux véritables questions qui déterminent la stabilité interne de la Russie.

Jacques Sapir
« Le Figaro » - 08 septembre 2004

Comprendre la Russie.

Je voudrais comprendre sur quelles bases réelles ou imaginaires, sur quels raisonnements sérieux ou spéculatifs, sur quelles évidences ou quels préjugés sont fondées les images que notre presse nous donne généralement de la situation de la Russie.

Qu'il s'y produise des secousses et qu'il s'y passe des tragédies, c'est l'évidence. Mais pourquoi en fait-on grief, chaque fois, au président, et critique-t-on, presque automatiquement, les mesures qu'il prend pour endiguer les abus et faire face aux drames?

Depuis quatre ans et demi, Vladimir Poutine s'efforce de sortir son pays du chaos économique et moral dans lequel l'échec du collectivisme, l'effondrement du régime totalitaire et la désagrégation de l'Union soviétique l'avaient plongé. Et il y a réussi, partiellement. Le niveau de vie général ainsi que la productivité se sont élevés. La misère a reculé. Le commerce international s'y déploie. La population russe a perdu cet aspect gris qu'elle avait naguère. De respirer un autre air, elle a comme rajeuni et s'est embellie.

Cela ne signifie pas que tout soit parfait; ne soyons pas nigauds. La pente est longue à remonter, et le rocher de Sisyphe est non seulement lourd, mais multiple.

Poutine s'est attaqué à des oligarques qui s'étaient emparés, dans l'anarchie post-soviétique et par des procédés opaques, des possessions de l'Etat pour s'y tailler de fabuleuses fortunes, et en plus voulaient se servir de celles-ci pour se saisir, à leur profit, de leviers politiques.

L'opinion russe en a éprouvé satisfaction. Elle est sans mansuétude pour ces accapareurs de dépouilles. Mais notre presse à nous, qu'a-t-elle dit?

Que le procès intenté à un oligarque était un recul du libéralisme, et presque une atteinte aux droits de l'homme, alors que dans le même temps, en France, toute notre gauche, et même notre centre, honnissent le libéralisme, le dénoncent comme un péché social, et que nos dirigeants d'entreprises, si le moindre écart dans leur gestion est constaté, ou seulement suspecté, voient fondre sur eux les juges d'instruction. Je voudrais comprendre.

Notre presse, toujours elle, nous annonce presque quotidiennement que la liberté d'expression des Russes est en danger. Sur quoi appuie-t-elle ses assertions? Sur des citations extraites des quotidiens et des périodiques publiés à Moscou et qui critiquent ouvertement les mesures ou décisions prises. Alors, là aussi, je voudrais comprendre. Il est tout à fait vraisemblable qu'aux médias, liés directement ou indirectement au gouvernement, des instructions soient données, peut-être maladroitement, peut-être nécessaires. Mais de là à crier au retour des méthodes anciennes, il y a une sérieuse distance. Quelle opinion discordante pouvait-elle s'exprimer sous Staline ou Brejnev?

Voici que le pire vient d'arriver à la Russie. En quelques jours, un attentat a tué une dizaine de personnes à l'entrée du métro, à Moscou. Deux autres attentats, simultanés, ont coûté la vie aux quatre-vingt-dix passagers de deux avions de ligne. Et enfin, mille enfants ont été enfermés pendant trois jours dans une école d'Ossétie, sans manger, sans boire, et plusieurs centaines finirent assassinés par explosifs ou par balles. Tout cela perpétré par les mêmes fanatiques. Dans les annales de l'horreur, ce massacre d'écoliers, cet Oradour du Caucase, restera comme l'un des actes les plus atroces et les plus dégradants pour l'humanité.

Comment l'univers ne s'élève-t-il pas d'une seule voix contre le fou sanguinaire qui revendique d'être l'inspirateur de ces crimes, qui en plus a le cynisme d'en calculer le coût en dollars pour la Russie, et prétend agir au nom sacré d'Allah qu'il déshonore?

Eh bien, on se contente de rapporter les déclarations de ce monstrueux Chamyl Bassaïev, mais c'est Vladimir Poutine que l'on blâme parce qu'il a décidé que les gouverneurs de provinces seraient désormais désignés par le gouvernement, ce qui constituerait une grave réduction de la démocratie. Allons! Reprenons nos esprits. Les préfets de Région, dans notre chère France, sont-ils élus au suffrage universel ou nommés par le chef de l'Etat?

En fait, je crois comprendre à quoi correspondent ces illogismes de nos informateurs et leurs erreurs de perspectives. Il y a dans la presse française, et plus généralement occidentale, une sorte de rhumatisme mental devant les affaires russes. Nous ne sommes pas débarrassés de cette peur latente qu'inspirait l'empire soviétique. Là-dessus, nous ressemblons, sans en être conscients, aux Polonais et aux peuples de l'Europe de l'Est qui vécurent près d'un demi-siècle sous son oppression.

Dès que se manifeste à Moscou un peu de rigueur, certains croient voir se dresser l'ombre de Staline. Craignons plutôt, si le pouvoir là-bas ne montrait pas quelque fermeté, que les Russes n'en viennent à dire: «Sous Staline, il n'y avait pas d'attentats, et les Tchétchènes étaient déportés.»

Car l'affaire de Tchétchénie ne date pas d'hier et ce n'est pas Poutine qui l'a déclenchée. Elle date de deux cent vingt ans, depuis que la Russie a voulu protéger ses frontières méridionales. Récurrente, elle a connu une succession de soulèvements et de répressions militaires. Le feu est reparti, avec plus de violence que jamais, alimenté par la mondialisation de l'information et associant les techniques de destruction les plus modernes au fanatisme le plus arriéré de l'islam. Déjà l'incendie lèche les territoires voisins. Songe-t-on à ce qui arriverait, et à quel déséquilibre planétaire on serait exposé, s'il s'étendait à l'ensemble des Républiques musulmanes d'Asie? Dans de telles situations, les aides valent mieux que les conseils.

Nos rhumatismes mentaux sont faits d'oublis. Quand on mentionne le nom de Poutine, on est convenu d'ajouter: l'ex-colonel du KGB. Pourquoi ne dit-on jamais: l'ex-adjoint du maire de Saint-Pétersbourg?

Est-ce volontairement qu'on oublie qu'Anatoli Sobtchak, esprit politique clairvoyant et généreux qui aura grandement inspiré le passage d'un régime à l'autre, avait choisi cet officier-là, patriote et croyant, pour le seconder?

Regardons un peu les choses en face, et non selon nos idées toutes faites. Pas plus l'exercice de la démocratie n'est le même en Suisse et en France, pas plus il ne peut l'être dans un pays immense, aux climats extrêmes, fait d'une mosaïque de populations «ataviquement» diverses, et qui n'a jamais connu, avant la dernière décennie, la liberté politique.

Ne commettons pas l'erreur, que nous reprochons aux Américains, de croire que notre type de démocratie est le seul qui vaille, et qu'il doit être le modèle universellement appliqué, voire imposé. La Russie ne reviendra pas à l'idéologie et aux structures communistes. J'avancerais même qu'elle est désormais moins marxisée que ne le restent nos partis de gauche et nos syndicats de la fonction publique. Mais, par la nature des choses, elle aura l'obligation d'être une démocratie autoritaire.

Nous avons une fâcheuse tendance à confondre autorité et despotisme. «L'autorité est un devoir», a écrit saint Bernard. Tout corps social a besoin qu'elle soit exercée, et se trouve en péril si elle se dilue. Plutôt que de blâmer, ouvrons un peu les yeux sur l'avenir, et aidons la Russie, pour autant que nous le pouvons, à combattre un terrorisme qui nous atteint tous à tour de rôle.

Aidons-la à être forte. Le continent a beaucoup plus besoin pour sa sécurité et sa prospérité, d'une association entre l'Union européenne et la Russie, quand le temps viendra, que de

l'intégration d'une Turquie qui retourne à grands pas vers l'islamisme. Sachons voir où sont les vrais dangers; sachons voir aussi où sont les intérêts supérieurs.

Maurice DRUON *de l'Académie française*
« Le Figaro » - 22 septembre 2004

APRES LE CARNAGE DE LA PRISE D'OTAGES DE BESLAN, SALAUDS DE RUSSES!

A l'inverse du 11 septembre 2001 où "nous étions tous américains", le 4 septembre "nous n'étions pas tous russes"... Avant même d'exprimer une quelconque solidarité avec les victimes, il s'agissait de dénoncer la politique et les méthodes de Poutine. Sans recul.

Salauds de Russes. Un lecteur, un auditeur ou un téléspectateur légèrement distraits pendant que se déroulait la **prise d'otages** de Beslan, en Ossétie du Nord, auraient pu croire que les premiers responsables du carnage étaient les Russes. Le 12 septembre 2001, nous étions "*tous américains*" – du reste, les critiques formulées alors à l'encontre de Jean-Marie Colombani, auteur de la formule, étaient sans doute injustes: quoi que l'on pensât des errements de la politique américaine, l'heure n'était pas à la condamnation mais à la solidarité. Reste à comprendre pourquoi, le 4 septembre 2004, nous n'étions pas tous russes :

tous les médias ou presque ont, au contraire, communiqué dans la condamnation, et en fait la détestation consensuelle du pays de Pouchkine. Aussi légitimes soient les interrogations sur la politique de plus en plus autocratique de Vladimir Poutine et sur les conditions de l'assaut de l'école tragique, une telle unanimité mérite que l'on s'y arrête. Nommément mise en cause sur France Culture par George Sokoloff, professeur émérite aux Langues O et conseiller auprès du Cepii (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), Laure Mandeville, du *Figaro*, s'indigne qu'on puisse la soupçonner de parti pris antirusse... tout en reconnaissant que "*tout le monde est sur la même ligne*". "*On nous accuse, mes consœurs et moi, qui couvrons la Russie depuis vingt ans, parce que nous critiquons le pouvoir, mais c'est Poutine qui est antirusse!*".

Qu'on ne se méprenne pas: personne, bien sûr, n'a justifié la prise d'otages. Rétif à toute autocritique, le chœur journalistique a donc beau jeu de souligner que la condamnation de ses auteurs a été générale. Sans doute, mais elle a occupé cent fois moins de place que celle des errements, fautes et crimes du Kremlin. De plus, ainsi que le souligne Sokoloff, "*tout est une question d'accent, d'ordonnancement des phrases: certes, les terroristes sont monstrueux, mais le pouvoir russe est ceci ou cela*". Ainsi a-t-on pu lire dans un éditorial du *Monde* que "*la méthode est d'autant plus odieuse que les ravisseurs savent d'expérience la brutalité des Russes*". Faut-il en conclure qu'un attentat identique perpétué en Suisse aurait été moins monstrueux?

Certes, comprendre ne signifie pas justifier: mais **à force d'expliquer que les preneurs d'otages ont été radicalisés par la politique inhumaine de Poutine en Tchétchénie** (comme les kamikazes palestiniens par la politique de Sharon et les séides de Ben Laden par la politique de Bush), **ne prend-on pas le risque de les exonérer?** Hitler, on le sait, a eu une enfance malheureuse...Analysant dans le *Figaro* "*la faiblesse de l'homme fort*" Irina de Chikoff se demande "*qui est coupable du massacre de Beslan*". Laure Mandeville ne doute pas de la réponse: "*Si des monstres prennent des enfants en otages, dit-elle, c'est bien le produit de la politique russe dans le Caucase*." Dans la foulée, Patrick Sabatier, de *Libération*, renvoie dos à dos les preneurs d'otages et le pouvoir russe: "*Pas facile, entre deux maux, de choisir le moindre. Mais on n'est pas toujours obligé de choisir. Entre la barbarie intolérable des terroristes clamant lutter pour l'indépendance de la Tchétchénie et le rétablissement de l'ordre à n'importe quel prix d'un Poutine prétendant lutter contre le terrorisme, il n'y a pas de choix satisfaisant*." Et entre Ben Laden et Bush? François Sergent, responsable du service "étranger" du quotidien, reconnaît que cet édito a provoqué une discussion interne: "*Je ne trouve pas que tout ce que nous faisons est parfait, mais, là, je n'ai aucun regret. Après tout, nous parlons d'un pays qui connaît une dérive totalitaire*." Ce point mériterait discussion, mais celle-ci n'aura pas lieu dans nos médias.

Le même acharnement - sans doute inconscient – est manifeste dans les supputations sur les conditions de l'assaut. Dès le début, on privilégie l'hypothèse d'un assaut délibérément donné au mépris de la vie des otages. " *Les forces de l'ordre se livraient à une attaque au canon de tanks*⁷² : ce choix semblait nettement privilégier la liquidation rapide des terroristes plutôt que le sauvetage des otages" peut-on lire dans *le Monde*. Dans *le Parisien*, Christian Prouteau, l'ancien patron du GIGN, conjugue réprobation et mépris: " *Les otages deviennent des soldats, leur vie ne compte pas*" décrète-t-il, avant d'affirmer, avec une assurance qui ne suscite pas la moindre réserve, que " *n'importe quelle unité militaire, même pas préparée à ce type d'assaut, aurait fait moins de dégâts*". Bref, non seulement les militaires russes sont des cyniques prêts à sacrifier des gosses, mais en plus ils sont nuls. Le pouvoir russe doit répondre simultanément de sa faiblesse et de sa force. Comme l'écrit Jacques Sapir dans *le Figaro*, " *le chaos dans lequel l'opération s'est déroulée témoigne non pas de l'existence d'un Etat policier en Russie, mais des faiblesses générales de l'Etat russe*". Peu importe: la désorganisation n'est plus une circonstance atténuante mais une circonstance aggravante.

Salauds de pauvres. Sur TF1, une journaliste remarque qu' " *ils n'ont même pas de cellule d'aide psychologique* ". On se demande comment ils peuvent vivre sans cette glorieuse invention que le monde nous envie.

La même intransigeance sourcilleuse se déchaîne contre Jacques Chirac, coupable d'entretenir des relations très étroites avec " *notre ami le tsar*", comme le titre *Libération*. On peut juger – c'est notre cas – que le président français et le chancelier allemand en font un peu trop dans le soutien à Vladimir Poutine, de même que le **satisfecit** qu'ils lui ont décerné pour l'élection présidentielle en Tchétchénie du mois dernier était franchement de mauvais goût, mais faut-il s'indigner que la diplomatie française prenne en compte le monde tel qu'il est? De surcroît, les mêmes qui s'émerveillaient il y a quelques semaines de la popularité de la France auprès de nombre de terroristes et tendaient sans l'ombre d'un problème leurs micros aux représentants du Hamas et du Jihad islamique, ces mouvements " *considérés comme radicaux*" comme l'a dit sans rigoler un journaliste de télévision, rivalisent dans la vertu droit - de - l'homme dès qu'il s'agit de la Russie. Ainsi, au sujet de la Tchétchénie, on peut simultanément critiquer une politique russe qui ne mène nulle part et reconnaître que l'indépendantisme de la première guerre a aujourd'hui pris une forte coloration " *jihadiste*".

Mais toute allusion de Poutine au terrorisme international suscite au mieux des haussements d'épaules exaspérés, au pire des dénégations catégoriques!

Au-delà de la tragédie de Beslan, la Russie - par qui qu'elle soit dirigée d'ailleurs, Gorbatchev, Eltsine ou Poutine – ne semble donc jamais mériter la moindre indulgence. On finit par avoir le sentiment que, pour certains, les Russes, éternellement depuis Staline du côté du mal, n'ont que ce qu'ils méritent. Ainsi, on croit volontiers Laure Mandeville quand elle proclame son amour de la Russie et sa connaissance de sa culture, mais cet amour n'est pas totalement exempt de condescendance. " *Comme de tout temps, écrit-elle, il ne restait plus à la population qu'à s'en remettre à un nouveau Tsar.*" Faut-il en conclure que les Russes sont des veaux?

Entre la critique nécessaire et la stigmatisation abusive, il n'est pas aisé de se frayer un chemin. Poutine n'est ni Tony Blair, ni Pol Pot. " *La démocratie recule aujourd'hui, estime Sokoloff, mais on dirait que les journalistes français ne pensent qu'à se faire concurrence sur le terrain de la dénonciation.*" De même, il est difficile de tracer la limite entre la portée universelle de nos principes – la démocratie est aussi bonne pour les Russes que pour les Français – et la tentation de voir le monde à notre image. En attendant, mieux vaudrait en finir avec le cliché de la Russie éternelle et immuable, d'Ivan le Terrible à Poutine en passant par Staline – pour lequel certains médias étaient parfois plus tendres, d'ailleurs. Mais c'est une autre histoire.

Elisabeth Lévy
"Marianne" 10 au 24 septembre 2004

Commentaire de la Gazette du CLCR

La Rédaction de La Gazette envoie ces articles français à ses lecteurs en signe à la fois de solidarité avec ces écrivains qui ont su protester contre les accusations de la presse – et pas seulement de la presse - française et occidentale, et de reconnaissance pour leur action, mais cela ne signifie pas que nous soyons d'accord avec tous leurs commentaires. Qu'il nous soit permis ici de faire juste deux remarques sur des idées très répandues.

1 . La haine de l'Occident envers la Russie ne date pas de l'époque soviétique, loin de là !

*Dans sa forme plus ou moins moderne elle date de Pierre le Grand ou plutôt de la bataille de Poltava (1709) où ces barbares ont eu la hardiesse de battre l'armée suédoise, la première armée d'Europe ! A cet égard, nous recommandons la lecture des articles **politiques** du grand poète russe Tiouttchev (écrits en français entre 1844 et 1857) où il ne cesse de s'étonner de cette haine que l'Occident voue à la Russie.*

2 . Les Tchétchènes ne sont pas en guerre avec la Russie depuis 150 ans comme on le dit si souvent. Il suffit pour s'en assurer de lire l'article sur les « montagnards du Caucase » publié dans ce numéro, mais aussi ceux sur les musulmans de Russie, le testament de Chamil et l'interview de l'arrière-petite-fille de Chamil publiés dans nos anciens numéros et que l'on peut retrouver dans la partie « Archives » de notre site www.clcr.ru.

Ajoutons que l'article de Maurice Druon a été traduit en russe par les Izvestia et que l'auteur a été interviewé à ce propos par RTR-Planeta le dimanche 3 octobre

N 156-I

TRAITEMENT DE 2 DRAMES PAR LA PRESSE FRANÇAISE.

La prise d'otages de Beslan

Les événements du Sud-Est asiatique retiennent depuis longtemps l'attention de tous et on a complètement oublié la terrible, l'effroyable tragédie des enfants de Beslan qui s'est passée le 1er septembre 2004. En vérité, la presse française a peu parlé de cette tragédie, ou plus exactement, elle l'a relatée d'une façon erronée (cf. notre Gazette N°154, les articles d'Alexandre Adler, d'Hélène Carrère d'Encausse, de Maurice Druon et de Jacques Sapir). On en est même arrivé à cette absurdité: ce sont les Russes et Poutine lui-même qui l'ont fait! Alexandre Adler parle justement dans son article de ce fait stupéfiant, "la véritable surprise, et elle est de taille, c'est la révélation de la bassesse, de l'insensibilité et de la trahison des peuples de l'Europe de l'Ouest" face à ce qui se produit en Russie (N°154 p.29). "Au moment où le peuple de Russie est frappé par un crime d'une cruauté et d'une exemplarité sans doute supérieures à l'attentat du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, beaucoup de journaux se sont mis à accuser le peuple russe et Poutine!" poursuit A. Adler. Cette réaction de la presse a suscité l'indignation également des 4 autres spécialistes français de la Russie et, nous en sommes sûrs, celle de tous nos lecteurs. L'émotion et la pitié éprouvées par des gens simples dans le monde entier a été, bien sûr, foudroyante, mais en France, elles ont tout de suite disparu. Ce ne fut pas de même dans les autres pays d'Europe:

En Italie furent organisées **des processions** avec des cierges dans les rues de Rome, chaque jour fut envoyé à Beslan un avion avec de l'aide d'urgence; trois mois après la tragédie **un concert de bienfaisance** de musique russe pour venir en aide aux victimes de l'attentat faisait salle comble dans la ville de Magnani (Friouli) et la totalité de la recette a été remise au représentant de l'église orthodoxe russe de Venise (Patriarcat de Moscou: www.mospat.ru 17.12.04).

A Dublin - un concert de bienfaisance a été organisé par l'association Irlande-Russie et l'orchestre National symphonique, en présence d'un groupe d'anciens otages («Goudok», 04.02.05).

A Berlin une femme au grand cœur a réuni 509 boîtes-cadeaux pour les enfants de Beslan.

Voici ce qu'elle raconte: *«Quand j'ai raconté à ma fille de 5 ans les souffrances des enfants de Beslan, elle s'est tout de suite mise à rassembler des cadeaux, ses dessins. L'effroyable tragédie ne pouvait pas me laisser indifférente. Je voulais entreprendre quelque chose afin que les victimes sachent qu'il y a des gens qui compatissent, qui sont prêts à les aider, même s'ils vivent loin de Beslan. En principe je n'ai aucun lien avec la Russie, je ne suis jamais allée dans votre pays.*

-Par quoi avez-vous commencé?

-Je me suis adressée à différentes entreprises, en priorité celles qui ont un rapport avec les enfants. Et aucune des 29 entreprises n'a refusé, bien que j'entreprenne cela à titre personnel. Elles ont envoyé une avalanche de jouets et de jeux, y compris des jouets chers, des maquettes et des constructions compliquées, des articles de sport, parmi eux par exemple, 250 paires de chaussures de foot de la marque Adidas, des habits de marque. En quelques jours, nous avons reçu 600 kilos de marchandises. Heureusement que mon oncle était parti en vacances et que nous avons pu transformer son appartement en dépôt.

Dès le début, ma fille et moi avons décidé que chaque enfant devait recevoir quelque chose qui lui était adressé personnellement. Par Internet, je me suis connectée avec le comité des enseignants de Beslan et j'ai eu les noms, les âges, et les adresses de 509 enfants. Nous

*avons réparti et emballé les 509 paquets avec l'aide des membres de ma famille. Après s'est posée la question de l'expédition. J'ai eu le refus poli de la Croix Rouge, de quelques entreprises de transport, même de l'UNICEF. C'est **la poste allemande qui m'a aidée.***

Elle s'est chargée de faire parvenir chaque cadeau gratuitement à l'adresse donnée.

Voilà cette histoire de Noël. Mais elle aura une suite. A l'invitation de la Maison de Russie, avec le soutien du Centre Russe à l'étranger et d'organisations caritatives, un groupe d'écoliers de Beslan viendra passer 10 jours à Berlin. Ils rencontreront des enfants de leur âge et probablement se lieront d'amitié avec eux, dans la capitale allemande, à Leipzig, à Dresde et dans d'autres villes, ils découvriront le pays décoré pour Noël. En leur honneur sera donné un grand concert de bienfaisance par de grands musiciens allemands et russes, dont la recette ira aussi à Beslan».

**Kultchanov Rudolf,
corresp. au journal "Troud", 11.12.2004, Berlin**

Au CLCR, dès que nous avons appris le drame nous avons décidé d'ouvrir un compte au profit des victimes de Beslan. Nous avons collecté 750€ que nous avons transmis à André Belleville, président de l'Union "France-Russie-CEI" fédération de 92 associations d'amitié dont le CLCR est membre. Voici le compte rendu de son voyage :

«Ossétie du Nord : capitale Vladikavkaz (littéralement: «qui possède le Caucase»).

L'accueil est chaleureux, direct, fleuri, à la mode russe. On sait le motif de ma venue :

direction le cimetière où sont enterrées toutes les victimes. C'est un carré du cimetière existant. Comme chaque jour, beaucoup de monde, des fleurs, des centaines de bouquets et de gerbes, couvrant les tombes et la longue grille de clôture... Des pleurs aussi. Une stèle (provisoire) à l'entrée. Sur chaque tombe des noms, parfois des fratries ou des familles entières. Au sol, partout des bouteilles ouvertes, pleines de coca, d'eau, de jus de fruit, m'intriguent ; à la sortie, j'apprends que les parents dont une grande souffrance est de savoir que le commando preneur d'otages a refusé toute boisson (et naturellement toute nourriture) pendant les trois jours qu'a duré l'attentat, apportent ainsi à leurs enfants ce qui leur a le plus manqué.

Puis c'est l'école n°1. Ce qu'il en reste. Le fameux gymnase, perforé, carbonisé, porte encore un anneau de basket. Aux murs, des portraits d'enfants, des messages et des dessins : ceux que j'apporte vont être les premiers en français...

Dans ce lieu bien loin d'être immense, 1500 otages ont été entassés, menacés, exécutés dès le début pour certains, terrorisés jusqu'au bout pour les autres... « Même les bêtes n'ont jamais fait ça » me dit Sergueï. Autour, enserrant l'école, isbas et immeubles type HLM, révèlent la proximité des familles et des otages.

Sur l'abominable dénouement, tous les témoignages sur place – ex-otages, familles, voisins, ... - concordent. Un médecin russe avait entamé des négociations, un avion était prêt pour la fuite du commando ... mais l'assaut, lui, n'était pas prêt. C'est une énorme explosion dans le gymnase (sans doute une mine, mais deux Commissions d'enquête travaillent et rendront prochainement leurs conclusions séparément) et des pères armés (dans le Caucase, tous les hommes ont une arme) qui ont déclenché l'assaut. Les forces spéciales ont suivi ...

Dans ce gymnase du malheur, nous nous recueillons. Je répartis mes fleurs dans quelques unes des centaines de bouteilles, qui là aussi, veulent conjurer la souffrance des petits... Les rencontres s'enchaînent alors : familles, hôpital, enseignants.

La venue d'un Français fait événement : on a vu des Allemands, des Italiens, des Danois,... mais à part un avion cargo gouvernemental français aux tout premiers jours du drame...

Depuis, l'Italie, elle, envoie chaque jour un avion, Etat et associations coordonnés.

«Le Français» est donc remarqué, reçu par le Président de la République d'Ossétie, par le Fonds « Renaissance de Beslan », par la presse et la télévision locales. Vraie question que cette quasi absence française dans cette grande région du Caucase si tourmentée....

Est-il abusif d'y répondre en rappelant combien, chez nous, joue encore le «deux poids deux mesures », suivant que le terrorisme frappe à New York, à Madrid, ou à Beslan?»

**Monsieur A.Belleville,
Compte-rendu du voyage du Président «France-Russie-CEI»**

Maintenant il y a un autre Français, M.Falavigna.

Emu par le drame de Beslan, il a décidé que les Français ne devaient pas oublier cette tragédie. Monsieur Falavigna s'est donné deux buts: une aide morale aux enfants et **la création d'un lien entre Russes, Ossètes et Français**. Pour que les Français se sentent proches des Russes. Le CLCR a décidé d'aider M. Falavigna dans sa généreuse entreprise.

André Belleville lui a apporté des listes de noms d'enfants et des listes de médicaments dont ils ont besoin.

Le Gouvernement Russe aide aussi à Beslan.

Le Premier Ministre du Gouvernement de la Fédération de Russie Nikolai Fradkov a signé une ordonnance sur l'aide financière apportée à Beslan.

"Le Centre Fédéral a débloqué 1 milliard 245 millions de roubles pour la construction d'écoles, de jardins d'enfants et d'un centre médical. Une somme complémentaire de 125,8 millions de roubles est destinée à la construction de logements et 24 millions pour la construction d'un centre d'aide social. Le Premier Ministre a aussi demandé au Ministère du Développement Economique et au Ministère des Finances d'attribuer au gouvernement de la République d'Ossétie du Nord 21 millions de roubles pris sur le budget fédéral pour un projet d'un plan de développement de Beslan."

"Goudok", 27.11.2004

On ne peut terminer ce tour d'horizon, bien incomplet, sur la tragédie de Beslan sans signaler la malhonnêteté scandaleuse de la **Croix Rouge Estonienne**, qui désire garder en Estonie l'argent donné par des Russes pour les enfants de Beslan.

"Rjina Kabi", directrice de la Croix Rouge Estonienne, a déclaré que l'argent versé sur le compte de la Croix Rouge Estonienne en faveur des victimes de la tragédie de Beslan, **ne serait pas envoyé à sa destination avant le printemps 2005, et probablement, n'irait jamais à Beslan.**"

**Scandaleuse malhonnêteté à l'estonienne,
20.01.2005, www.stoletie.ru**

Nos lecteurs connaissent le projet du CLCR. Nous espérons qu'à leur tour ils parleront de ce scandale à leurs amis. N.V.Narotchnitskaia, député de la Douma d'Etat, posera cette question le 20 février, quand elle sera en Estonie.

Interview exclusive du président de la Commission parlementaire sur Beslan, Alexandre Torchine – vice porte-parole du Soviet de la Fédération.

-Combien y avait-il de terroristes?

-Voici les chiffres **des enquêteurs du Parquet** – un terroriste vivant, trente cadavres et un sac contenant des fragments d'un autre corps, soit 32. Il n'y avait pas de deuxième femme kamikaze parmi les morts. A vrai dire, les enquêteurs disent qu'il y a bien un deuxième corps, mais qu'on ne peut pas l'identifier. Dans l'ensemble un affreux bordel. Avec plus ou moins de certitude, je peux dire qu'il y a des Tchétchènes, des Ingouches, deux personnes de type arabe. Encore un homme qui ressemble à un Mongol ou à un Coréen¹. Mais voilà par exemple le bandit Khodov - son père est Ossète, sa mère Russe et il est né en Ukraine. Quelle est sa nationalité? Les Ossètes disent que l'Ossète n'est qu'un père d'adoption. Je demande: «Vous voulez dire qu'il est Russe?» «Probablement que non, répondent-ils, écrivons qu'il est Ukrainien.»

Quelle est sa nationalité? On ne peut plus le lui demander...

Le site «15e région» donne l'information selon laquelle deux autres corps ont été identifiés – un Ossète et un Géorgien. Mais nous n'en avons pas confirmation.

Et voilà un acte d'expertise: «Khodov Vladimir Anatolievitch, identifié par une expertise dactyloscopique et par sa mère». Mais sur le site du Ministère de l'Intérieur de la Fédération de Russie, dans les données des derniers jours on signale que Khodov Vladimir Anatolievitch est recherché par la police fédérale. Alors quoi, il est tué ou recherché? Comment puis-je expliquer après cela que cet homme n'a pu s'échapper de Beslan, si le Ministère de l'Intérieur continue de le rechercher?

-Et y'en a-t-il qui ont réussi à s'échapper?

-Je n'ai aucune preuve, ni que quelqu'un des attaquants ait pu s'enfuir, ni que tous soient tués ou arrêtés. J'ai de bonnes raisons de penser qu'il était facile de passer – en particulier au moment de l'explosion – au travers du cordon de sécurité qui entourait l'école. J'ai des témoignages selon lesquels le seul terroriste survivant, témoin de ce qui s'était passé dans l'école, fut assommé de coups durant son transfert vers la prison et qu'il marchait avec un sac sur la tête. Mais le lendemain on me l'a amené en parfaite forme.

-Récemment vous avez fait comme allusion à la participation à l'attentat de représentants de services spéciaux étrangers. Vous pensiez à des consultants?

-Non, je pensais à des professionnels – participants actifs à l'attentat. Les 16 terroristes identifiés étaient: des «bergers», de simples combattants. Seuls des professionnels de haut niveau pouvaient tirer avec autant de précision et d'efficacité. Ils ont abattu dix hommes des services spéciaux! Lors de l'attaque du palais d'Amin², la garde n'a pu en tuer que deux.

Pourtant la garde d'Amin était constituée de tireurs de haut niveau et non de «bergers». Mais ici, dix, et encore deux hommes envoyés par le Ministère des Situations d'Urgence!

D'après les témoignages, on a mis des heures à neutraliser un terroriste mitrailleur, et lui continuait à tuer. Il a failli descendre notre sniper en détruisant par une rafale le coin d'une maison de briques. En un mot, c'étaient de vrais professionnels.

-Ce sont ces professionnels-là qui ont réussi à s'en sortir?

-Je ne l'exclus pas. (note du «Moskovski komsomolets»: d'après une information reçue sous condition d'anonymat d'un collaborateur de la division spéciale «Oriflamme» ayant participé aux opérations de Beslan, plusieurs combattants ont pu se sauver. A peu près autant que ceux qui ont été tués.)

-Y a-t-il dans le tragédie de Beslan quelque chose d'extraordinaire, dont la presse n'a pas parlé?

- Il y a des faits que je qualifierais de coïncidences tragiques – le 29 août se sont déroulées les élections du Président de la République de Tchétchénie. J'y étais en qualité d'observateur.

Toutes les forces du Caucase du Nord s'y trouvaient pour assurer la sécurité de ces élections.

Je souligne: toutes les forces. Dans la nuit du 29 au 30, on a fait le compte des voix. Le 30, les résultats furent proclamés et on commença à les fêter. Le 31, ceux qui étaient arrivés des républiques voisines, s'en furent chez eux. Le 1er, bien sûr, la plupart sont partis se reposer : les élections avaient eu lieu, tout s'était bien passé, on pouvait se reposer. C'est alors que tout est arrivé.

-Mais pourquoi, une coïncidence? Plutôt un bon calcul des organisateurs de l'attentat?

-Admettons. Mais voici un autre exemple. Quatre jardins d'enfants de Beslan étaient justement fermés le 1er septembre pour raison sanitaire. Voilà pourquoi il y avait autant d'enfants d'âge préscolaire à l'école N1. Est-ce aussi un bon calcul? Cela, les terroristes n'avaient tout de même pas pu le prévoir!

-Y a-t-il eu une pression quelconque sur la commission?

-Non. Nous travaillons dans une indépendance absolue, nous sommes aidés à tous les niveaux. Personne encore n'a osé ne pas répondre à une convocation de la commission. Nous avons demandé au chef d'une division spéciale de venir. Sa direction nous a répondu: pour l'instant ce n'est pas possible, il est sur le terrain, en Tchétchénie. Mais le soir du même jour, on nous a informé qu'on pouvait le libérer quelques heures. Le Commandant d'une importante division militaire nous a d'abord envoyé son adjoint. Nous l'avons renvoyé. Une heure et demi plus tard le commandant lui-même venait témoigner. Au fait, ce témoignage est sérieux. Nous l'avons enregistré sur vidéo.

Je souligne une fois encore: il n'y a eu aucune pression. Je n'ai pas rencontré une seule fois ni Patrouchev, ni Nourgaliev, aucun des deux n'a essayé de me dire de considérer ces événements sous tel ou tel jour...

-Peut-être qu'ils ne sont pas venus vous voir parce que leurs subordonnés avaient trop fait de bêtises à Beslan?

-Mais c'est justement dans ce cas qu'ils auraient dû demander à me parler!

-Donc, ils n'ont pas fait de bêtises?

-Comment dire... 330 cadavres, dont la plupart sont des enfants, plus 10 hommes des services spéciaux, et 2 personnes du Ministère des Situations d'Urgence. Voilà la réponse. De plus, les groupes d'intervention souhaitent que nous fouillions jusqu'à trouver le vérité, je le vois. Vous pensez que, dans leurs conversations, ils sont enchantés de la façon dont fonctionnent nos services spéciaux? Bien sûr que non!

-Pour autant que l'on sache, les terroristes n'avaient aucune exigence...

-Mikhail Goutseriev (ancien vice-porte parole de la Douma d'Etat) qui était un des négociateurs, affirme qu'il n'y avait pas d'exigence. A l'exception d'une note, dont nous n'avons, pour l'instant, pas reçu la copie. Et encore celles des comparutions de Dzassokhov, Rochal, Ziazikov et Aslakhonov. Cependant il nous a dit qu'il y avait eu un début d'accord – simplement il n'a pas réussi à trouver l'argent en quantité suffisante. Je n'exclus pas que quelques terroristes comptaient sur la variante de «Boudiennyi»: un autobus, la forêt et Allakhakbar. Mais il me semble que les combattants avec lesquels Goutseriev a mené des pourparlers n'avaient pas les pleins pouvoirs de décision. Mais qui sait comment auraient tourné les événements, s'il n'y avait pas eu l'explosion. La cause de l'explosion du 3 septembre est la plus grande des énigmes. Elle n'était bonne ni pour eux, ni pour nous, parce qu'elle a déclenché la panique. Il y a un enregistrement de la conversation entre un des terroristes et le négociateur. Le bandit hurle: «On nous a fait sauter!» Goutseriev répond en criant: «Tu es fou! Personne ne vous touche!» L'autre - «Mais c'est chez nous que ça a explosé. Seulement pas possible de comprendre d'où ça vient! Personne n'a appuyé sur le bouton!»

-Y a-t-il eu confirmation du fait, que les terroristes tenaient grâce à la drogue?

-Oui. Mais avec les narcotiques il y a aussi une énigme. On nous assure que c'étaient des narcotiques traditionnels: héroïne et morphine. Je ne suis pas un spécialiste, mais j'ai beaucoup lu sur ce sujet et je sais qu'avec l'héroïne on ne peut pas tenir trois jours en état de combattre. Encore moins avec la morphine qui agit comme un somnifère. On a trouvé de la drogue dans le corps de 20 terroristes. Et les terroristes devaient à tour de rôle surveiller plus de 1200 personnes et un espace passablement vaste. Nous soupçonnons que c'était une drogue de combat, inventée en 1943 par les Américains. L'utilisation de cette drogue à Beslan est une des raisons qui permet de supposer la participation de services spéciaux étrangers à la préparation de l'attentat. Des terroristes ayant reçu 4 ou 5 blessures par balles ont continué de tirer sans relâche. Alors quoi, ce seraient des Rambo? L'un d'entre eux s'est trouvé sous le feu d'un lance-grenades, il avait tous les intestins à nu, mais il s'est relevé et c'est tout juste s'il n'a pas emporté deux de nos gars avec lui.

-Comment, d'après vous, peut-on expliquer la complète confusion qui régnait au moment de la libération des enfants? Où était ce qu'on a appelé le triple cordon? Pourquoi des civils étaient-ils si près de l'école? Autrement dit, il y avait le bordel?

-Avec une telle quantité de personnes armées, tout aurait pu être encore pire. On essaie de nous faire croire que seuls les policiers étaient armés, qu'ils n'auraient simplement pas eu le temps d'endosser leurs uniformes. Pas du tout. Les organisateurs de l'attentat savaient parfaitement que la population de l'Ossétie du Nord a beaucoup d'armes. Et c'est sur cela qu'ils comptaient: les parents armés se précipiteront sur l'école et feront tout pour ne pas permettre l'attaque. Et c'est bien ce qui s'est passé.

Le bordel? Oui, il y en avait. Et il y avait aussi la peur. Mais il y a eu aussi de l'héroïsme.

Quand l'incendie a commencé, ces gens qui se tenaient comme un mur vivant entre l'école et les services spéciaux, ont laissé leurs armes, se sont aspergés d'eau, se sont jetés dans les flammes et ont tiré les enfants dehors. S'ils n'avaient pas été là, il y aurait eu beaucoup plus de victimes. Les gars des services spéciaux se sont aussi jetés dans les flammes, mais ils étaient empêtrés, ils n'auraient pas réussi.

-Pourquoi étaient-ils empêtrés?

-Parce qu'ils étaient avec tout leur équipement. C'est après qu'a couru le bruit selon lequel ces hommes des services spéciaux étaient vêtus légèrement. Ils avaient leurs gilets pare-balles, leurs casques...

Ah oui! Pour du bordel, c'était du bordel, une pagaille monstre. Mais la situation a brusquement changé et s'il n'y avait pas eu ces gens, les conséquences auraient été bien pires.

**Propos recueillis par Marc Deutsch,
« Moskovski Komsomolets », le 21.12.2004**

1) il y a beaucoup de Coréens en Russie depuis des décennies.

2) à Kaboul, lors de la guerre russo-afghane (v. La Gazette N° 138, 2002).

Et voici les dernières nouvelles :

Un homme natif du Koweït, qui avait financé la prise d'otages de Beslan a été tué.

En Ingouchie a été tué un terroriste international, natif du Koweït, Abou Dzeit – il avait participé à la préparation et au financement de la prise d'otages de l'école de Beslan. Comme cela a été déclaré au centre des relations publiques du FSB de Russie, à la suite d'opération de recherches, on a mis à jour un système de liaisons des terroristes et localisé l'endroit exact où se cachait Abou Dzet ainsi que ses collaborateurs les plus proches. Le terroriste a été tué au cours des opérations.

D'après les données du FSB, Abou Dzet, connu sous le surnom de «Petit Omar» et «Abou-Omar du Koweït», était le représentant d'Al Kaïda en Ingouchie. Il répartissait les moyens financiers envoyés par l'organisation suivant les indications de celle-ci et occupait un des postes importants parmi les leaders des formations terroristes. Il a dirigé la préparation d'attaquants, de kamikaz et aussi la préparation idéologique des membres des formations terroristes. Abou-Dzet a personnellement participé au financement et à la préparation d'une série d'attentats dont l'attaque du Ministère de l'Intérieur d'Ingouchie de l' « t » 2004 qui a entraîné la mort de plus de 90 personnes, et aussi la prise d'otages de l'école de Beslan qui a entraîné la mort de plus de 340 personnes – en particulier d'enfants.

***Http:top.rbc.ru,
21.02.2005***

L'aide apportée par la Russie aux victimes du tsunami dans l'Asie du Sud-Est

Selon l'ambassade de Russie en Thaïlande, 779 touristes russes qui passaient leurs vacances sur la côte thaïlandaise ont été localisés, 2 personnes décédées ont été identifiées, et 8 sont toujours portées disparues.

A la date du 10 janvier, la Russie avait livré aux pays du Sud-Est asiatique près de 150 tonnes d'aide humanitaire, a annoncé Youri Brajnikov, représentant du ministère des Situations d'urgence. Huit autres avions, de ce ministère et de celui de la Défense, devraient acheminer des denrées alimentaires au Sri-Lanka avant la fin de la semaine, répondant ainsi à une demande de ce pays. Un hôpital polyvalent mobile du ministère de la Défense a été déployé à Sumatra. Le ministère des Situations d'urgence se prépare à envoyer un hôpital de campagne au Sri-Lanka, et celui de la Santé va dépêcher des équipes sanitaires de lutte contre les épidémies en Thaïlande.

**RIA-Novosti, 11.01.2005,
agence-ria-novosti@wanadoo.fr
N 155**

LA TCHETCHENIE

Des dollars pour le Djihad

Les drames qui ont eu lieu récemment en Russie témoignent du fait que, bien que la communauté internationale s'attaque avec détermination au financement du terrorisme, les exécutants et les idéologues de ces activités criminelles n'ont aucun problème financier.

Comme le dit Victor Zoubov, qui dirige le service fédéral de surveillance financière: « Nous avons créé une importante base de données comprenant plus de mille personnes physiques et morales qui sponsorisent le terrorisme international », remarquant que « les renseignements concernant ces personnes proviennent des institutions russes de maintien de l'ordre juridique ainsi que des ministères des Affaires Etrangères et de l'ONU ». Victor Zoubov, qui, pour des raisons que l'on comprendra, ne donne pas d'informations détaillées, n'a pas exclu que dans le fichier figurent aussi les « Brigades d'Istanbul », une organisation terroriste, qui a revendiqué l'attentat du métro Rijskaia à Moscou ainsi que l'explosion de deux avions.

Tout récemment Mikhaïl Falkov, expert israélien en matière de lutte contre le terrorisme a révélé que le groupe des Brigades d'Istanbul était une subdivision de l'organisation de fondamentalistes égyptiens appelée «Al Hamaa al Islamia». D'après les éléments dont il dispose, Mohammed al Istanbul - le leader de ce groupe, qui est aussi le frère de l'un des assassins du président égyptien, Anouar el Sadate- se trouvait en Tchétchénie en 2002 et y organisait des attentats. La vie de ce terroriste est très édifiante. Dans les années 80 du siècle dernier, il fut parmi les premiers volontaires égyptiens qui allèrent combattre en Afghanistan.

Après le départ des régiments soviétiques, Al Istanbul tourna un certain temps entre l'Afghanistan, le Pakistan et le Soudan pour finalement se fixer à Djelalabad, après avoir rassemblé autour de lui plus d'une centaine de vétérans égyptiens de la guerre en Afghanistan. En décembre 2001, des sources autrichiennes et allemandes ont fait savoir que al Istanbul s'était annoncé en Tchétchénie. **D'après les informations de Falkov, un mois et demi avant cela, il avait été fait prisonnier par les Américains, mais s'était retrouvé libre rapidement dans d'étranges circonstances et dirigé vers la Tchétchénie.** Les membres de l'organisation, dont Al Istanbul est l'un des chefs, se sont d'abord rendus dans le Nord du Caucase en 1992. A partir de 1994, des combattants de «Al Hamaa al Islamia» commencent à arriver en Tchétchénie en provenance de Bosnie, d'Albanie, d'Afghanistan et du Pakistan. D'après Falkov, pendant la deuxième moitié des années 90, certains d'entre eux ont été instructeurs dans les bases du centre d'entraînement des extrémistes appelé Institut Islamique du Caucase. La deuxième vague de la migration des membres de «Al Hamaa al Islamia», principalement en provenance d'Afghanistan, du Pakistan ainsi que du Soudan, du Yémen et du Liban, a débuté pendant la seconde moitié de 1999. Au cours de l'été de cette même année, ils ont pris une part très active à l'attaque du Daghestan. Pendant la deuxième campagne tchétchène, d'après cet expert, la majorité des activistes de ce réseau combattait dans les détachements du commandant arabe Abou-Abdallah Djaffar. Des centaines de structures de toute sorte interviennent dans le financement du terrorisme tchétchène. Qui plus est, beaucoup d'entre elles exercent leurs activités non seulement dans les pays islamiques, mais aussi en Europe. Il est extrêmement compliqué de suivre les schémas de circulation des fonds, compte tenu de leur mode de collecte et de distribution. D'après les données du Groupe International de Lutte contre le Financement du Terrorisme, la pratique, très répandue chez les musulmans, de la « havala » est la méthode la plus discrète. C'est ainsi que l'on appelle en Orient un transfert d'argent par des intermédiaires spécialisés, qui ne laisse aucune trace. Ce type d'intermédiation est fondé sur la confiance, sur des liens familiaux, claniques et autres et rend impossible tout contrôle des mouvements financiers. **Le livre du journaliste suisse Richard Labévière « Les dollars de la terreur», sorti vers la fin de l'an dernier chez l'éditeur parisien Grasset, passé inaperçu aux USA, a été une véritable révélation.** Une telle « inattention » n'est pas surprenante. L'auteur démontre que l'islamisme dans sa forme la plus radicale est la suite

de l'action des USA et de leurs alliés les plus proches. Le journaliste conforte ses déductions par les témoignages de nombreux diplomates, ainsi que par des références à des articles parus dans la presse. Labévière cite en exemple **les liens organiques des islamistes avec les services secrets occidentaux et la puissance financière saoudienne.**

C'est ainsi que le journaliste affirme que les services secrets britanniques étaient au courant des préparatifs de l'attentat de Louxor qui, le 17 novembre 1997, fit 62 victimes. Ils avaient communiqué cette information au gouvernement, qui ne fit rien pour prévenir le massacre.

Le livre signale qu'Oussama ben Laden a participé à cet attentat. D'après l'auteur, la décision de faire cet attentat avait été prise au cours d'une réunion de la filiale britannique d'Al Qaïda, le 10 octobre 1997 à Londres. Oussama ben Laden en personne participait à cette réunion, muni d'un passeport diplomatique saoudien, d'un certificat d'identité libanais et d'un passeport européen. Au cours de sa transmission de Londres au Caire, la directive d'exécution de l'attentat fut interceptée par les services secrets britanniques, qui informèrent sur le champ le gouvernement qu'un attentat était en cours de préparation. Pourtant, aucune mesure ne fut prise. Le journaliste suisse rappelle que la CIA ne se lança sur les traces d'Oussama ben Laden que nettement plus tard, après les attentats contre les ambassades britanniques au Kenya et en Tanzanie. Labévière dénonce ceux qui portent la responsabilité de dizaines de milliers de morts en Algérie, ont aidé financièrement les assassins, les ont soutenus dans les médias et leur ont fourni des armes. Parmi eux figurent l'Arabie Saoudite, le Soudan, le mouvement afghan des talibans, Oussama ben Laden, les services spéciaux du Pakistan et les USA. Le journaliste cite également **des dizaines d'organisations de «bienfaisance» et de banques implantées en Europe, qui sont utilisées par les structures islamistes. Il désigne aussi l'individu qui a été l'idéologue de l'utilisation des islamistes au service des intérêts géopolitiques des USA, Zbignew Brzezinski.** La presse n'a jamais mentionné le soutien multilatéral dont ont bénéficié les islamistes pendant leur combat contre les armées soviétiques en Afghanistan.

Un certain nombre de banques aux mains d'hommes d'affaire musulmans ont joué un grand rôle dans le financement des islamistes. Ces banques et d'autres structures, toutes scrupuleusement identifiées dans le livre, sont particulièrement actives en Albanie, en Bosnie, en Grande-Bretagne, en Pologne, en Turquie, en Suisse, en Italie et en Suède. C'est ainsi que l'Algérien Jamel Lounissi est à la tête du réseau italien de commerce des armes, agissant sous couvert du Centre Culturel Islamique installé à Rome. La Bosnie, comme l'Afghanistan, sert de terrain d'entraînement aux islamistes de toutes nationalités sans exception, pendant que l'Albanie s'est transformée en lieu d'approvisionnement en armes à bon marché et de transfert des vétérans des guerres d'Islam vers de nouveaux «points chauds».

D'après la presse algérienne, c'est précisément cette structure ramifiée qui est utilisée pour le financement des groupes de bandits en Tchétchénie. Les partis religieux de droite du Pakistan et les groupes extrémistes musulmans jouent un rôle particulier dans ce conflit. C'est ainsi que l'association politico-religieuse du Pakistan « Jammât et Islam » a ramassé des millions de dollars pour les séparatistes de Tchétchénie.

Arsène Nikolaev,
“Goudok” - 17 septembre 2004

De mystérieux marionnettistes mènent le jeu contre Poutine.

Ce n'est pas seulement du terrorisme tchéchène. Derrière l'impressionnante succession de coups que les insurgés portent à la Russie, on aperçoit déjà un but politique, étranger aux problèmes de la Tchéchénie et aux frontières de cette terre de souffrance .

Le but c'est Vladimir Poutine lui-même et son destin politique. Le président russe a déjà beaucoup d'ennemis secrets qui n'habitent ni à Grosny , ni à Goudermés, mais à Moscou.

Poutine est le maître de la Russie. Il bénéficie d'une grande popularité parmi la population peut-être pas aussi significative que le disent les sondages, mais d'une importance incontestable.(...)

«La Stampa », Italie 2 sept 2004